

PERSPECTIVES

#6

DUCE VITA



ALLEMAGNE

UNE ARMÉE
DE PAPIER

IA

KRACH
À L'HORIZON

POLICE

L'IGPN
en question

MUSIQUE

Le streaming
ne paie pas

CORSE

Quelle énergie
pour l'île ?

ROYAUME UNI

Ascenseur
pour les fachos

9 782017 032441



LES VOIX DE L'INFLUENCE

PODCAST

A écouter juste ici



Rédacteur en chef :
Florent THOMAS DIT LOVATIER

Secrétaire général de la rédaction :
Adriel BEREBY

Rédaction :
Sascha BEAUCÉ-BIAGGI ; Adriel BEREBY ;
Jade Boil ; Matéo CARISSETTI ;
Maxime CHAILLOUT ; Alexia FETEIRA ;
Chloé GARNIER ; Lucie KAPRIELLIAN ;
Romane LEGROS ; Emilie STAGGER ;
et Florent THOMAS DIT LOVATIER

Directeur de la rédaction
Eric OUZOUNIAN

Directeur artistique
Étienne HÉNOCQ

Directeur de la publication
Marc JARAUD

Visuel de couverture
Crédit : DR

Décembre 2025

DIT Vivons-nous une fuite en avant inédite dans l'histoire récente ? Les alliances héritées de la seconde guerre mondiale vacillent plus que jamais, déstabilisées par un président américain admiratif des plus grands dictateurs du XXI siècle. Quand la diplomatie cède face à l'imperialisme, la raison se perd et les rôles s'inversent. Qui a attaqué et qui se défend ?

Donald Trump est obsédé par l'obtention du prix Nobel de la Paix. Il a tenté de mettre fin à de nombreuses guerres, en surface seulement et sans jamais ou presque évoquer les causes profondes de ces conflits. Le milliardaire peut se consoler avec celui remis par le président de la FIFA, son fidèle ami soumis Gianni Infantino. Entre puissants oligarques, on s'entraide.

Depuis janvier 2025, la Maison Blanche cultive un profond narratif anti-européen, une forme de rejet du politiquement correct du vieux continent. L'union européenne devrait faire bloc face aux menaces plutôt que de tenter à tout prix de sauver une alliance dont le leader historique tout puissant veut se défaire. L'appui que constituait l'Oncle Sam vient de se dérober.

La relation transatlantique se brise quand l'extrême-droite progresse partout en Europe. L'Italie et la Hongrie en font déjà l'amère expérience quand la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni s'en rapprochent dangereusement. Les fascistes sortent du bois et se rapprochent même du milieu de l'intelligence artificielle. Peter Thiel, le PDG de Palantir (géant des big data et de la surveillance), assure même ne plus croire « que la liberté et la démocratie soient compatibles ». Pourtant, comme le disait Winston Churchill en son temps, « la démocratie est un mauvais système mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes ». Et ce sont les mots d'un homme qui a ardemment combattu le fascisme.

FLORENT THOMAS DIT LOVATIER

SOMMAIRE



CRÉDIT : CAPTURE D'ÉCRAN / DR

**12 DÉFENSE EUROPÉENNE :
QUELLE PLACE POUR L'ALLEMAGNE ?**
Une coopération fragile entre la Bundeswehr et l'armée française.



CRÉDIT : FREDERIC PLIS

**24 INTERVIEW DU JOURNALISTE
OLIVIER TESQUET**
Les techno fascistes tentent de prendre le pouvoir.

**30 LE MARCHÉ DE L'IA
VERS UN EFFONDREMENT TOTAL ?**
Les géants du numérique cultivent une bulle spéculative à haut risque.



CRÉDIT : HEMIS

**42 « JE T'AIME MOI NON PLUS »
ENTRE LA POLICE ET LES FRANÇAIS**
Les refus d'obtempérer se multiplient, l'IGPN n'agit pas toujours.

**52 QUEL DÉVELOPPEMENT DES RENOUVELABLES
EN CORSE ?**
Le thermique est encore très utilisé mais la place des énergies vertes se renforce.

**62 INDUSTRIE MUSICALE :
QUELS BÉNÉFICES FINANCIERS POUR LES ARTISTES ?**
Leurs revenus dérisoires face à la puissance des plateformes de streaming.

LE CAS MÉLONI LE CAMÉLÉON DERRIÈRE LA FEMME

La « néofasciste » Giorgia Meloni est nommée présidente du Conseil des ministres le 22 octobre 2022 grâce à une majorité relative de la coalition du centre droit lors des élections parlementaires (44%). Un personnage qui a fait couler beaucoup d'encre à son arrivée au pouvoir mais qui n'a finalement pas respecté ses engagements.

MATÉO CARISSETTI

« Vive l'Europe des patriotes », affirme Giorgia Meloni en 2022, peu de temps après sa victoire électorale. La Première ministre, extrêmement réfractaire aux ambitions européennes, scande haut et fort sa vision de l'Occident, faute de pouvoir s'en passer.

CRÉDIT : EUROPEAN UNION



la coalition des droites, qui a réussi à s'unifier derrière un visage, celui de Giorgia Meloni. Elle récupère une place essentielle dans l'échiquier politique italien et prend donc la tête du pays. Le président Sergio Mattarella est uniquement garant des institutions politiques quand la Première ministre est la principale détentrice du pouvoir exécutif.

A seulement quinze ans, la jeune romaine s'implique déjà dans la politique de l'Italie. À trente et un ans, elle est nommée ministre de la Jeunesse par le Premier ministre de l'époque Silvio Berlusconi. Il ne s'agit pas d'une personnalité politique sortie de nulle part mais bien d'une femme ancrée dans la politique depuis de longues années. Avec son accent romain et ses discours populistes, elle gagne très vite la confiance du peuple italien, profitant d'un manque créé par le décès de Berlusconi en 2023.

Finalement, c'est à quarante cinq ans que la femme politique devient présidente du Conseil des ministres à la suite de l'écrasante victoire de



CRÉDIT : EUROPEAN PARLIAMENT

Une politique économique juste suffisante

Après trois ans de mandat de Giorgia Meloni, l'économie italienne arrive à se maintenir. Un rapport des perspectives économiques de l'OCDE paru le 2 décembre 2025 (Organisation de coopération et de développement économiques) révèle que le PIB devrait se redresser de 0,5 % en 2025 puis de 0,6 % l'année suivante et de 0,7 % en 2027. Cependant, ce sont des hausses bien trop minimes qui ne représentent pas une stabilité nette dans l'économie du pays.

L'état actuel de l'Italie lui permet d'éviter un effondrement et de rester tout juste dans le positif. Il ne s'agit

là que d'un intermède de stabilisation sur la période de 2025 à 2027 qui ne pourra pas durer indéfiniment selon le rapport. L'économie est principalement soutenue par les investissements publics liés au plan de relance européen (PNRR), tandis que les exportations stagnent et que la consommation intérieure progresse timidement.

Le rapport souligne la fragilité structurelle du pays : productivité faible, population vieillissante, dépendance aux financements européens et forte sensibilité aux chocs internationaux. L'Italie bénéficie donc d'une stabilité relative à court terme, mais sans véritable dynamique susceptible d'assurer un redressement durable.

Et pourtant, certaines victoires sont tout de même à constater pour le gouvernement de Meloni. Le taux de chômage italien est à 6 %, un pourcentage qui n'a jamais été aussi bas depuis 20 ans. Il y a une nette réduction du déficit et les taux d'emprunts ont beaucoup baissé avec le retour de la stabilité sur les marchés.

Mario Draghi est un économiste et ancien président de la banque centrale européenne, qui a été président du conseil des ministres d'Italie de 2021 à 2022. Il a été chargé de conduire le pays à travers la crise économique.

Cependant, ces chiffres masquent d'importants déséquilibres. La forte hausse du nombre d'emplois depuis trois ans s'explique surtout par la reprise post-Covid et un contexte favorable, plus que par des politiques spécifiques. De plus, ces nouveaux emplois avantagent principalement les plus de 50 ans, souvent des personnes qui auraient dû partir à la retraite mais qui restent en activité en raison du vieillissement démographique et du durcissement des conditions de départ.

Les créations d'emplois sont par ailleurs concentrées dans les services touristiques et les industries à faible valeur ajoutée. Des points noirs persistent selon Marc Lazar, sociologue et historien spécialiste de l'Italie : « *dans ce marché du travail, il y a deux populations qui trouvent très mal leur place, les jeunes et les femmes* ». Le pays a perdu près de 400 000 jeunes de 18 à 34 ans en 15 ans et aujourd'hui près de 40 % des femmes en âge de travailler sont inactives.

Un héritage économique lourd

Un autre problème persistant est l'héritage économique de l'Italie que les nouvelles générations portent comme un poids. La dette transalpine s'élève à 137,9 % du PIB en 2025. En comparaison, la dette française, au centre des débats nationaux, est à 24 points de PIB en dessous de ce nombre. L'Italie se place donc comme le deuxième pays le plus endetté de l'UE derrière la Grèce, cela en partie dû à un lourd héritage économique.

Après plusieurs décennies de faible croissance, de dépenses publiques rigides et d'un coût très élevé du système de retraites dans un pays dont la population vieillit rapidement, l'Italie se retrouve face à une dette importante. Depuis les années 1990, Rome enregistre une productivité presque stagnante, ce qui limite sa capacité

à générer suffisamment de richesse pour réduire son endettement. À cela s'ajoutent les intérêts cumulés de cette ancienne dette, qui continuent de peser lourdement sur les finances publiques.

L'un des secteurs les plus importants pour l'économie italienne est l'exportation explique Paolo Levi, correspondant à Paris pour le journal *La Stampa* ainsi que pour l'agence de presse italienne *Ansa* : « *L'Italie, c'est une économie qui se base surtout sur les exportations, nous avons une demande interne qui est assez faible. En revanche, l'Italie a toujours été une puissance exportatrice incroyable, parce que nos produits font rêver les gens autour du monde, surtout aux États-Unis.* ». Un secteur désormais mis en péril par la politique de Donald Trump qui limite les exportations européennes vers l'Amérique avec d'importantes taxes. Une difficulté supplémentaire qui n'aide pas le pays à rembourser son immense dette.

Le bilan économique est assez contrasté mais selon Paolo Levi : « *il y a eu des progrès assez remarquables, pas sur les 3 ans, mais dans les derniers dix-quinze ans* ». L'Italie est un pays économiquement instable qui a subi de grandes crises comme celle de 2012. Mais si la Botte a finalement réussi à trouver une stabilité, c'est selon lui grâce à des réformes comme le recul du départ à la retraite à soixante-sept ans. Elle est entrée en

vigueur il y a plus de dix ans et délivre aujourd'hui des résultats concrets.

Pourtant le gouvernement occulte les causes de cette hausse, qui ne dépend pas de Giorgia Meloni mais d'anciennes réformes qui ont scandalisé l'opinion publique il y a plusieurs années mais qui offrent aujourd'hui au pays le peu de stabilité économique qu'il possède. Selon le journaliste de *La Stampa*, l'état actuel de l'Italie est surtout dû à deux gouvernements dits « de techniciens » : « *Je pense notamment au gouvernement de Mario Monti, nommé Premier ministre au début des années 2010. Et après, une deuxième fois avec Mario Draghi, plus récemment pendant la pandémie* ». Des réformes difficiles sans lesquelles Giorgia Meloni n'aurait pas pu profiter d'un tel bilan économique.

Mais ce qui constitue réellement le point noir du gouvernement de Giorgia Meloni, ce sont ses dépenses abusives. Soit militairement par le financement européen, ou alors dans des projets fantômes comme le « *plan Albanie* » mis en place en octobre 2024. Un projet qui suivait une promesse de campagne visant à renvoyer les migrants dans des camps de l'autre côté de la mer Adriatique.

Un an après sa mise en place, le quotidien de gauche *La Repubblica* révèle que ces camps sont en réalité quasi vides. Sur les 830 places disponibles de la forteresse de Gaglione, 220 personnes


Il y a eu des progrès assez remarquables, pas sur les 3 ans, mais dans les derniers dix-quinze ans.

seulement y sont passées en l'espace d'un an. Pour cause, la justice italienne elle-même bloquait la plupart des transferts de migrants jugés illégaux. « C'était en violation non seulement des normes européennes et internationales, mais en violation même des normes de la constitution italienne », appuie Paolo Levi. Un échec d'envergure qui a coûté quatre-vingt sept millions d'euros pour le lancement du projet et cent soixante millions d'euros par an.

Un exemple de désillusion politique gaspillant les fonds italiens tandis que 6 millions de transalpins vivent dans un état de « précarité absolue », selon l'ONG Caritas. En 2025, la Première ministre n'a toujours pas abandonné le projet et souhaite le remanier pour ne plus se heurter à certains obstacles juridiques. Ce plan pointe du doigt une réalité : la campagne de Giorgia Meloni s'est jouée sur beaucoup de mensonges et d'avis chameignants, notamment sur sa politique migratoire.

« Stop à l'invasion » une campagne marquée par le rejet de l'immigration

Giorgia Meloni a axé, comme beaucoup de personnalités populistes d'extrême droite, sa campagne de 2022 sur le blocage du flux migratoire. Dans un pays tel que l'Italie, lieu de



L'Italie de Benito Mussolini était l'allié d'Adolf Hitler durant la deuxième guerre mondiale.

CRÉDIT : DOMAINE PUBLIC

« Mussolini était un bon politicien »

passage important dû à sa position sur la mer Méditerranée, ce n'est pas un sujet anodin. C'est pourquoi la coalition des droites qui portait Giorgia Meloni scandait haut et fort le slogan « Stop à l'invasion ». C'est ainsi qu'elle a pu capitaliser sur un racisme et une xénophobie majoritaire, laissant penser que les migrants sont des envahisseurs n'apportant rien au pays. Pourtant, les italiens ont par le passé profité de l'immigration pour quitter la Botte durant plusieurs périodes de grande diaspora au XX^e siècle, notamment en Europe ou aux Etats Unis.

Finalement, moins de 3 ans plus tard, Giorgia Meloni autorise l'entrée d'un demi-million de travailleurs étrangers sur le territoire italien. Une main-d'œuvre formée dans d'autres pays qui serait rentable pour Rome, en pleine chute démographique. Marc Lazar ajoute qu'il s'agit d'un gros avantage pour le patronat : « Il n'y a pas de salaire minimum en Italie, et donc on peut employer cette main-d'œuvre à des prix encore plus bas que les plus bas salaires italiens, qui sont déjà quasiment les plus bas d'Europe. » C'est donc une politique migratoire bien spéciale qui dit vouloir stopper une « invasion » en surface, mais qui profite de cette même migration pour sous-payer des travailleurs afin de faire tourner le pays.

Pour décrire les ambitions et les idéologies de Giorgia Meloni en 2022, il suffisait de connaître la devise de son parti (Fratelli d'Italia) : « Dieu, Famille, Patrie ». C'est autour d'une image très importante qu'elle a créé sa carrière politique. Elle se présente comme

une femme du peuple qui provient de quartiers populaires. Le professeur à l'université de Bologne Fabien Gibault analyse ce profil : « La Garbatella, à Rome, c'est un quartier très populaire. Elle a bien entendu cette approche beaucoup plus populaire et donc un peu populiste par rapport à ce qui est son patrimoine culturel... Elle adopte aussi un vocabulaire très simpliste. »

Elle crée donc une proximité avec les électeurs et met des barrières radicales sur ses valeurs. Lorsqu'elle prend le pouvoir en 2022, elle met en avant sa nature de femme, de mère, de chrétienne et d'italienne. C'est en étant cette femme sympathique, proche du peuple qu'elle tend à créer un communautarisme autour d'elle. Cependant, même si elle ne prône pas le racisme dans ses prises de parole, la misogynie ou l'homophobie, « rien que par sa présence au sommet de l'État, beaucoup d'objecteurs, qui avant ne se manifestaient pas, peuvent librement s'opposer à l'IVG aujourd'hui » avance Paolo Levi.

Depuis sa prise de pouvoir, les droits des minorités n'ont fait que reculer, même si ce n'est pas de manière institutionnelle, il y a certains blocages. Dans le cas de l'IVG, bien que cette pratique soit autorisée, l'Italie a adopté une loi autorisant les groupes « pro-vie » à accéder aux cliniques d'avortement. Rendant cette démarche encore plus difficile qu'elle ne l'est déjà.

Décomplexer le fascisme

« Mussolini était un bon politicien », ces mots ont été prononcés par Giorgia Meloni lorsqu'elle était encore une

CRÉDIT : DOMAINE PUBLIC / EUROPEAN COMMISSION

European Council
Conseil européen

À seulement 19 ans, Giorgia Meloni évoque son adoration pour Benito Mussolini à la télévision française. Elle présente les premiers symptômes du postfascisme décomplexé à travers son image de jeune femme engagée.





jeune militante. Ils démontrent bien son admiration pour le fascisme, ce qui lui a valu le titre de postfasciste durant sa campagne de 2022. Bien que celle-ci avoue préférer le terme de « néofasciste », elle n'a jamais tourné le dos à ses racines en embrassant tous les codes de ce mouvement. Marc Lazar appuie cette réflexion : « *Elle est passée par la phase qu'on appelle postfasciste, c'est-à-dire la transformation du mouvement social italien en alliance nationale dans les années 90.* »

Elle condamne moralement le fascisme et pourtant, elle arbore le logo

de la flamme fasciste comme un étendard et défend un nationalisme exacerbé. Tout est fait pour décomplexer cette idéologie et inverser la polarité. Utilisant la même rhétorique que son homologue transatlantique, Meloni réussit par ses idéologies à se rapprocher de Donald Trump, quand ce dernier tourne le dos à l'UE.

Mais finalement, aucun changement important ou réforme de grande envergure ne sort de cette image et de cette idéologie. La politique de la Première ministre italienne s'avère finalement beaucoup plus modérée que ce qu'elle

promettait. « *Il y a des choses, idéologiquement, qui soulèvent quelques problèmes mais pour le moment, elle n'a pas porté atteinte à la démocratie* », appuie Marc Lazar. Mis à part des projets inaboutis ou de grandes prises de paroles sans fond, Giorgia Meloni a su rester lucide sur la plupart de ses choix et a même su s'entourer de personnalités comme Mario Draghi, un opposant politique, pour la conseiller sur la politique du pays.

Bien qu'elle reste ancrée dans ses convictions profondes et dans une volonté de servir sa patrie, elle s'est

néanmoins montrée capable d'accepter le changement et d'ouvrir la discussion. Une attitude qui contraste avec celle d'autres dirigeants d'extrême droite comme Viktor Orbán ou Donald Trump, moins enclins à la nuance ou au compromis.

Elle a montré qu'elle savait se remettre en question sur certains sujets tels que l'importance de l'Europe pour l'économie de la Botte. Elle qui se présentait opposée à l'Union européenne en 2022, scandale aujourd'hui haut et fort « *vive l'Occident* ». On a aussi pu la voir créer des rapprochements entre

JD Vance et Ursula von der Leyen, toujours dans une optique de servir son pays. Si en accédant au rôle de Première ministre, elle n'avait pas encore saisi l'importance du financement européen et de l'impact économique que ça aurait de tourner le dos à cette union, elle en a aujourd'hui pleinement pris conscience. « *L'Italie n'a pas d'autre solution que de se plier au bon vouloir de l'UE parce qu'elle est dépendante* », affirme même le professeur Fabien Gibault.

Bien qu'issue d'un parti d'extrême droite, Giorgia Meloni apparaît

finalemen plus modérée que certaines des formations politiques avec lesquelles elle gouverne au sein de la coalition de centre droit. En trois ans, ses positions économiques, migratoires et internationales ont nettement évolué. Pourtant, en profondeur, les valeurs qu'elle porte demeurent préoccupantes, tant par leurs effets indirects que par la normalisation d'un imaginaire politique marqué par le passé fasciste. Ces idéaux, même lorsqu'ils sont atténués, ont révélé de nombreuses incohérences tout au long de son mandat.

Sur le plan économique, l'Italie ne se trouve pas dans une situation favorable et les améliorations constatées proviennent en partie d'anciennes réformes dont Meloni récolte aujourd'hui les bénéfices. Dans les années à venir, elle devra répondre devant un électoral qui peine à voir ses grands discours se traduire en résultats tangibles. Comme le résume Paolo Levi, ce fonctionnement s'inscrit toutefois dans une tradition politique italienne bien connue : « *L'Italie est un pays de caméléons transformistes* ». ■

En 2019, Giorgia Meloni (Fratelli d'Italia), Matteo Salvini (Lega) et Silvio Berlusconi (Forza Italia) ont réuni leurs trois partis pour former une coalition d'opposition. C'est grâce à cette alliance dite de « centre droit » que Giorgia Meloni a accédé au pouvoir en 2022.

« **DIEU,
FAMILLE,
PATRIE** »

LA BUNDESWEHR



UNE ARMÉE DE PAPIER ?

Face à la menace russe grandissante, la défense européenne est au cœur des débats. L'Allemagne, première puissance économique européenne, dispose d'une armée de plus de 189 000 soldats avec un objectif ambitieux de 203 000, pour 2030. Derrière ces chiffres, la Bundeswehr peine à convaincre de sa crédibilité. ALEXIA FETEIRA

 armée allemande, c'est ce qu'on appelle une armée de papier », affirme Guillaume Ancel, ancien officier français et chroniqueur de guerre. Selon lui, cette armée est puissante lorsqu'elle est présentée sur un tableau Excel, mais pas dans les faits. « *La Bundeswehr est probablement l'une des armées en Europe qui dispose des moyens les plus importants, en termes financier, de nombre d'équipements, de types d'équipement et de soldats* », résume-t-il.

Cette armée a été négligée, si longtemps, que même les 100 milliards d'euros de budget prévus pour un réarmement risquent de ne pas suffire à régler les difficultés dans l'immédiat. Des problèmes de disponibilité

CREDIT : MARCO DOROW



Le camp d'entraînement de Grafenwöhr, en Allemagne, est utilisé par les forces de l'OTAN pour préparer les soldats à des exercices tactiques et opérationnels.

CRÉDIT : WIKIMÉDIA

des avions, hélicoptères, blindés et bateaux sont quotidiennement rapportés au parlement. Bien qu'elle connaisse de réels problèmes opérationnels, l'Allemagne conserve des savoir-faire industriels, tels que son fameux char Leopard 2, produit par Krauss-Maffei Wegmann (KMW). Le groupe KNDS, issu de la fusion entre KMW (allemand) et Nexter (français), incarne la coopération européenne avec des programmes tels que le Leopard 2 et le système d'artillerie Caesar.

Depuis l'invasion de l'Ukraine, le géant industriel allemand, spécialisé dans l'armement et les technologies de défense, affiche de grands objectifs : 50 milliards d'euros de chiffre d'affaires, d'ici 2030. « C'est une ambition réalisable, Rheinmetall veut être le premier constructeur de matériel blindé en Europe », estime Jérôme Pellistrandi, rédacteur en chef de la Revue défense nationale. L'industrie allemande excelle également dans la production de sous-marins, dont plus de 70 % sont destinés à l'export. Cependant, cette armée rencontre une grosse problématique : son manque total d'expérience au combat.

Elle n'a été confrontée à aucune opération réelle depuis la Seconde Guerre mondiale.

« Une armée, elle doit avoir bien sûr des ressources en matériel, en munitions. Mais elle doit avoir des ressources humaines et surtout ce qu'on appelle la force d'âme, c'est-à-dire la capacité d'aller au combat », explique Jérôme Pellistrandi. « On a par exemple des armées dans certains États du Golfe qui ont les matériels de dernière génération. Mais pour autant, ça ne veut pas dire qu'ils sont prêts à faire la guerre. »

Pourtant, les officiers allemands excellent dans la planification et l'organisation, mais leur expérience reste purement théorique. À l'inverse de la Bundeswehr, les armées française et britannique participent régulièrement à des opérations extérieures. Même si elle reste discrète sur ses opérations, l'armée française a participé à 34 guerres, depuis celle d'Algérie. Ses nombreuses interventions en Afrique, notamment au Mali (opération Barkhane, 2014-2022), en Centrafrique (opération Sangaris, 2013-2016), et plus récemment au Sahel, ont permis

aux forces armées de maintenir leur avoir-faire opérationnel.

« Les soldats allemands ont une attitude de fonctionnaire »

Au-delà des questions opérationnelles, il y a également un problème culturel. Michel Yakovleff, général et ancien bras droit du secrétaire général de l'OTAN, a lui-même été témoin de cette réalité en 1995. Il a dû collaborer avec des forces allemandes sur une base militaire regroupant un régiment français et un bataillon allemand. « On ne peut rien leur demander après 17 heures, les soldats allemands ont une attitude de fonctionnaire. C'est la SNCF transposée aux armées », se souvient-il.

Selon lui, ce n'est pourtant pas un problème de compétences professionnelles. Les soldats allemands sont bien formés et disciplinés. Ils n'envisagent simplement pas le métier militaire comme un engagement exceptionnel. « Pour eux, l'armée, c'est une administration quasiment comme les autres. », affirme-t-il.

Servir l'armée n'est pas sacré, la Bundeswehr peine donc à attirer de nouvelles recrues. En 2025, 59 % des Allemands déclarent qu'ils ne défendraient « probablement pas » ou « certainement pas » le pays en cas d'attaque. La jeunesse allemande entretient, elle aussi, un rapport assez distant avec l'institution militaire. Supprimé en 2011, le débat du service militaire obligatoire refait surface en Allemagne, depuis l'invasion russe.

Un héritage historique lourd

Ce pacifisme s'explique principalement par un traumatisme lié aux atrocités commises lors de la Seconde Guerre mondiale. La société civile allemande a été profondément marquée par ce lourd héritage. Les programmes scolaires mettent en avant les horreurs de la guerre et, surtout, l'importance de la diplomatie. Le résultat : l'Allemagne se situe parmi les nations en Europe qui a perdu le plus de culture militaire. Après la chute du mur et la fin du pacte de Varsovie, la Bundeswehr a dû subir des réductions drastiques, ce qui a installé une culture de non-emploi de son

armée. La période post-guerre froide correspond à ce que l'on appelle les « dividendes de la paix » : la baisse des dépenses militaires après la victoire sur l'URSS, avec la promesse de réaffecter ces économies à la réduction de la dette et des impôts.

Dans les années 1990, les pays occidentaux ont estimé que la guerre froide était terminée et que les forces armées dans leur configuration précédente n'étaient plus nécessaires. L'Allemagne, traumatisée, s'est empressée de profiter de ces dividendes. Les budgets militaires ont donc fondu, plusieurs casernes ont fermé, et les effectifs ont été drastiquement réduits.

Plus tard, entre 1995 et 1998, Guillaume Ancel se souvient des premières tentatives d'intervention allemande en Bosnie-Herzégovine, dans le cadre d'un mandat de l'ONU pour l'application d'un accord de paix : « La société allemande était vraiment globalement opposée à cette intervention. Jusqu'à

« La France coexiste avec l'Allemagne, c'est une colocation, pas une coopération. »

GUILLAUME ANCEL

aujourd'hui, il reste une espèce de culture de non-emploi de son armée. On a une armée, mais à condition de ne pas l'employer. », analyse-t-il. En effet, l'idée de s'engager et d'accepter des pertes au combat reste encore un réel tabou. La puissance militaire doit être suffisante pour exercer une dissuasion classique, sans, pour autant, aller au combat.

Une coopération avec la France qui reste fragile

Avec tous ces problèmes opérationnels, une autre question se pose : la coopération franco-allemande en matière de défense est-elle encore

crédible ? Le SCAF (Système de Combat Aérien du Futur), le MGCS (char du futur), l'hélicoptère Tigre : tous ces programmes d'armement franco-allemands accumulent les échecs.

Le SCAF illustre parfaitement la fragilité de l'alliance franco-allemande. Guillaume Ancel résume la situation « On coexiste, c'est une colocation, pas une coopération. » L'alliance franco-allemande connaît de nombreuses tensions industrielles, notamment entre Dassault, groupe français spécialisé dans les avions de combat militaires, et Airbus, le géant aéronautique. Deux philosophies différentes s'opposent,

CRÉDIT : CAPTURE D'ÉCRAN / DR



Des étudiants manifestent contre le service militaire obligatoire devant la cathédrale de Cologne, en Allemagne, le 5 décembre 2025, brandissant des pancartes proclamant, à gauche, « La paix plutôt que la guerre – La liberté plutôt que la conscription » ou à droite « Vous n'aurez pas nos frères pour la guerre ».

ce qui ralentit grandement les programmes. « Dassault est exemplaire, la seule entreprise d'aéronautique dans le monde capable de faire des programmes très ambitieux, à coûts maîtrisés », affirme Michel Yakovleff. « Personne d'autre, ni les Américains, ni les Anglais, ni les Allemands, ne sait faire à coûts maîtrisés des produits qui sont meilleurs que ce qu'on a demandé. C'est parce qu'ils ont une gouvernance à Dassault qui est très particulière, qui est un peu un commando. »

Cette gouvernance s'explique notamment par la structure actionnariale de l'entreprise : Dassault Aviation qui reste une société à capital majoritairement privé. Elle est contrôlée par la famille Dassault qui détient environ 50 % des parts. L'État français ne possède qu'une participation minoritaire d'environ 10 %, ce qui laisse à l'entreprise une grande autonomie, contrairement à des concurrents européens.

Selon lui, le partage géographique qu'Airbus Allemagne veut privilégier, tue les programmes d'armement. « Dassault a raison en disant : nous, on veut faire un avion qui soit un succès au sens opérationnel. La question n'est pas de savoir si c'est du 50-50 du point de vue industrialisation. » avance Michel Yakovleff.

En 1985, la France avait décidé de se retirer du projet de l'avion de combat Eurofighter pour développer son propre avion, « le Rafale ». Le bilan commercial parle de lui-même : ce dernier s'est imposé dans de nombreuses compétitions internationales. Le Rafale totalise 507 commandes depuis son lancement, dont 273 à l'export auprès de huit pays (Égypte, Qatar, Inde, Grèce, Émirats, Indonésie, Croatie, Serbie), tandis que l'Eurofighter peine à conquérir de nouveaux clients. Il présenterait des coûts d'exploitation plus élevés, une maintenance plus compliquée à gérer et une plus faible fiabilité que son rival.

En 2024, Dassault a livré 21 « Rafale » contre seulement 13 en 2023, soit une hausse de 62 %, avec un carnet de commandes record de 43 milliards d'euros. « Nous avons fait la démonstration

que nous pouvions faire un avion meilleur et moins cher que l'Eurofighter. Il a tout mieux et moins cher. Lorsque l'on dit que nous sommes obligés de faire des programmes en coopération, parce que sinon on ne survit pas, moi je ne vois pas pourquoi », se questionne le général Michel Yakovleff.

Vers une armée européenne fédérale ?

Le problème est également politique. Guillaume Ancel soutient qu'une potentielle solution serait de fédéraliser les différentes armées européennes. Si l'on additionne les chars, les hommes, les avions de combat, les bateaux de guerre, nous obtiendrons, selon lui, « la deuxième armée du monde. » Il prend pour exemple le modèle américain : 50 États unis en une seule armée. « Ce n'est qu'une question d'unité, La question, c'est comment est-ce que l'on forme et comment est-ce que l'on commande une armée commune. », s'interroge-t-il.

Une fédéralisation se confronterait à de nombreux obstacles, contrairement aux États américains, qui n'ont plus eu d'autonomie militaire, dès la création de la fédération. Les nations européennes ont, elles, chacune leur propre stratégie. Leurs intérêts ne sont pas toujours les mêmes et les cultures restent assez distinctes.

Cependant, face à une Russie agressive et imprévisible, l'Europe a besoin d'une puissance militaire crédible. L'Allemagne dispose des moyens financiers et industriels, mais sans révolution culturelle, elle ne pourra pas évoluer. Il faut reconstruire une armée capable de combattre et former une jeunesse prête à défendre son pays. En attendant, la France reste l'armée la plus crédible sur le continent européen, bien qu'elle ne soit pas encore prête à une potentielle guerre. ■



LES GÉANTS INDUSTRIELS ALLEMANDS

RHEINMETALL

(véhicules blindés, munitions, systèmes d'armes)

Chiffre d'affaires 2024 : 9,75 milliards euros
Employés : 33 600 personnes
Carnet de commandes : 55 milliards euros

THYSSENKRUPP MARINE SYSTEMS (sous-marins, navires)

Chiffre d'affaires 2023/24 : 2,1 milliards euros
Employés : 8 000+ personnes
Carnet de commandes : 18 milliards euros

HENSOLDT (radars, électronique défense, capteurs)

Chiffre d'affaires 2024 : 2,24 milliards euros
Employés : 9 000 personnes
Carnet de commandes : 6,64 milliards euros

DIEHL DEFENCE (missiles, munitions, défense aérienne)

Chiffre d'affaires 2024 : 1,83 milliard euros
Employés : 4 588 personnes
Production IRIS-T : 7 systèmes en 2024

HECKLER & KOCH (armes légères, systèmes d'armement)

Chiffre d'affaires 2024 : 343,4 millions euros
Employés : 1 053 personnes
Carnet de commandes 2024 : 426,2 millions euros



CRÉDIT : FREEPICK

LE LEOPARD 2 : UN SUCCÈS MONDIAL

PLUS DE 3 600 CHARS LEOPARD 2 PRODUITS DEPUIS 1979
18 pays utilisateurs dans le monde

NOUVELLES COMMANDES 2023-2024
Norvège : 54 Leopard 2A7NO
République tchèque : 44 Leopard 2A8
Objectif production : 100 chars Leopard 2/an



CRÉDIT : WIKIMÉDIA

L'ACCÉLÉRATION DE LA PRODUCTION

MUNITIONS RHEINMETALL

2022 : 70 000 obus de 155mm/an
2024 : 400-500 000 obus/an
Objectif 2025 : 700 000 obus/an
Nouvelle usine Unterlüß : 350 000 obus/an d'ici 2027

■
SYSTÈMES IRIS-T (DIEHL DEFENCE) :
2024 : 7 systèmes produits (3-4 systèmes)
2025 : au moins 8 systèmes

■
CHARS ET VÉHICULES BLINDÉS :
Production Leopard 2 : 100 chars/an prévus
Production obus 120mm pour Leopard : de 60 000 (avant 2022) à 240 000/an



CRÉDIT : FREEPICK

L'ANGLETERRE, UN TERRAIN FERTILE POUR L'EXTRÊME DROITE



Le samedi 13 septembre 2025, plus de 110 000 personnes ont défilé dans les rues de Londres à l'occasion de la marche « Unite the Kingdom » organisée par l'activiste d'extrême droite Tommy Robinson. Il s'agit de l'un des rassemblements d'extrême droite les plus massifs jamais vus au Royaume-Uni, mais il témoigne avant tout d'un tournant majeur pour le pays. **JADE BOIL**

Nigel Farage, leader du parti Reform UK et chantre du Brexit.

Cette mobilisation massive n'est que l'exemple le plus mémorable d'une série d'incidents qui ont eu lieu tout au long de l'année. L'été a été marqué par des émeutes anti-immigration d'une ampleur inédite qui ont notamment ciblé des mosquées et des hôtels qui hébergeaient des demandeurs d'asile. Ces émeutes ont été déclenchées par une attaque au couteau à Southport le 29 juillet qui a coûté la vie à trois fillettes. Une vague de désinformation avait alors circulé sur les réseaux sociaux concernant notamment l'identité du suspect mais également sa nationalité, sa religion et son statut migratoire. Tommy Robinson, un activiste d'extrême-droite, a joué un rôle central dans la diffusion de ces fausses informations.

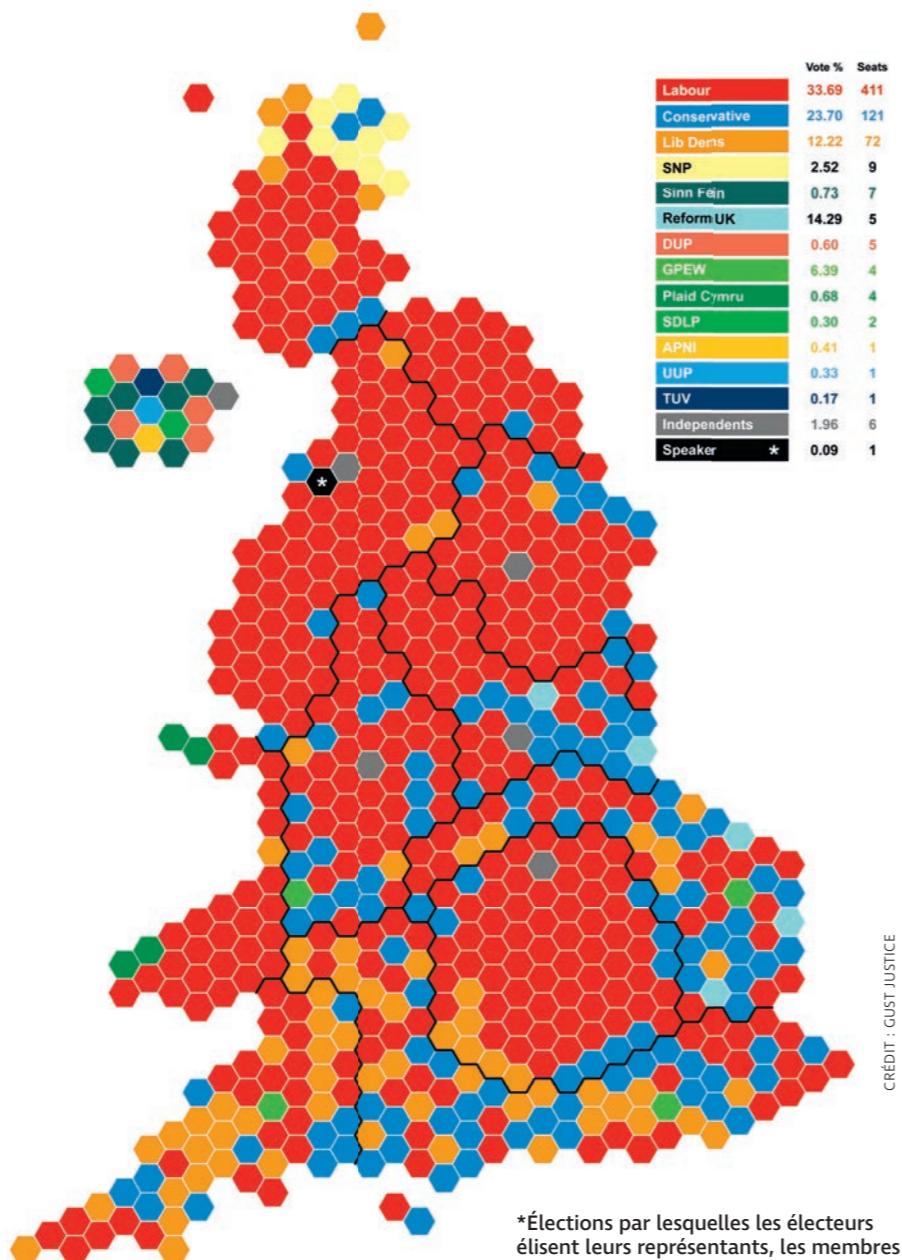
Selon Peter Humi, journaliste et correspondant à Rome, Londres et Paris pour CNN : « la récente hausse des attaques racistes et des protestations met en lumière une frustration profondément ancrée face aux politiques migratoires du gouvernement britannique ». Cependant, les manifestations ont récemment pris un tournant inquiétant en se centrant sur la rhétorique de la prétendue nécessité de protéger les femmes et les enfants blancs des agressions commises par des migrants, notamment avancée par Tommy Robinson. Le profil des participants à ces rassemblements devient également de plus en plus hétérogène, signe d'une extrême droite qui ne se cantonne plus aux marges, mais qui investit la rue avec une capacité de mobilisation qui inquiète les autorités.

Reform UK, nouvelle force politique

Si les manifestations représentent la face violente de la progression du parti, c'est bien dans les urnes que l'on mesure sa réelle ampleur. Durant les élections générales britanniques qui ont eu lieu en juillet 2024, le parti d'extrême-droite Reform UK a obtenu 14,3 % des voix et remporté cinq sièges à la Chambre des communes. Il s'agit de son meilleur résultat historique. Ce sont près de quatre millions de Britanniques qui ont voté pour Nigel Farage, leader de cette formation politique.

Comme l'explique Peter Humi : « le soutien à Reform UK en fait à présent le favori des bookmakers pour remporter une élection générale si elle avait lieu aujourd'hui ». Cette percée spectaculaire repose notamment sur deux principaux piliers : l'effondrement du Parti conservateur, qui a perdu 251 sièges et a vu son score descendre à 23,7 % contre 43,6 % en 2019 mais aussi la perte de confiance envers le gouvernement travailliste.

LES RÉSULTATS AUX ÉLECTIONS GÉNÉRALES BRITANNIQUES* DE 2024



CRÉDIT : GUST JUSTICE

Le système électoral britannique pourrait bien transformer ce succès relatif en victoire écrasante. En 2024, il a donné des résultats déséquilibrés, Labour ayant remporté 411 sièges avec seulement 34 % des voix alors que Reform UK n'a obtenu que 5 sièges avec 14,3 % des voix. C'est l'écart entre le nombre de voix et de sièges le plus disproportionné jamais enregistré. Selon Peter Humi, Reform UK pourrait bénéficier pleinement de ce système :

« un léger déplacement de vote en sa faveur pourrait lui offrir une majorité de sièges ».

La carte électoral est tout aussi révélatrice. Reform UK est arrivé deuxième dans 98 circonscriptions, dont 89 derrière Labour. En mai 2025, le parti a même remporté une élection partielle avec six voix d'avance à Runcorn (dans la banlieue de Liverpool), un territoire traditionnellement travailliste. Comme le souligne Peter Humi : « la politique locale est souvent considérée comme un indicateur clé de l'humeur du public britannique ».

Une percée électoral accompagnée d'une transformation du débat public

Nigel Farage, élu député au bout de sa huitième tentative, devient alors une figure incontournable du paysage médiatique britannique. « Il est parfois présenté comme une version moins intense de Donald Trump », explique Peter Humi, « la propagande du parti met en avant l'islamophobie et la théorie du grand remplacement pour nourrir le mécontentement envers le système bipartisane. »

Le leader de Reform UK adopte notamment des stratégies du président américain, en s'entourant d'influenceurs activistes dont Tommy Robinson. Ce dernier est très actif sur les réseaux sociaux où il diffuse volontairement de faux récits sur les migrants au Royaume-Uni. Sa capacité à mobiliser plus de 110 000 personnes lors de la manifestation « Unite the Kingdom » (le 13 septembre 2025) est le témoin de l'efficacité de sa stratégie de désinformation numérique.

Pour autant, ce n'est que la partie émergée de l'iceberg mais bien symptomatique d'un malaise plus profond. La montée de l'extrême droite en Angleterre révèle des fractures dans la société britannique qui remontent à plusieurs décennies. La désindustrialisation a débuté dans les années 1970, une époque où le Royaume-Uni était qualifié d'homme malade de l'Europe. Les industries victoriennes du pays étaient alors dépassées par celles de l'Europe de l'Ouest et des pays émergents. Entre 1996 et aujourd'hui,

La désinformation alimente la peur et la haine, entraînant une stigmatisation des migrants et favorisant des politiques et des violences qui portent atteinte à leurs droits et à leur sécurité.



l'emploi manufacturier a chuté de 13 % dans les West Midlands et de plus de 11 % dans les East Midlands.

Les années 1980 sont le coup de grâce pour le Royaume-Uni. Le déclin a continué alors que Margaret Thatcher, Première ministre à l'époque, a privatisé notamment les mines, l'acier et les services de transports. De nombreuses entreprises ont alors fait faillite. Durant le XX^e siècle, le Royaume-Uni est passé de plus de 3 000 mines de charbon à 30. La dernière mine profonde a fermé en décembre 2015. Peter Humi souligne ici l'ironie de l'histoire : « les régions les plus touchées et les plus dépendantes des fonds européens ont majoritairement voté pour le Brexit en 2016 ». Les électeurs, majoritairement pro-Leave, n'ont alors plus confiance en un Labour vu comme dominé par les élites urbaines.

Une crise du coût de la vie d'ampleur historique

Peter Humi explique que « la crise du coût de la vie résulte de la baisse des revenus depuis fin 2021 et vient s'ajouter à une inflation élevée qui atteignait son maximum en octobre 2022 ». En juillet de la même année, l'inflation atteint plus de 10 %, soit le niveau le plus élevé depuis 40 ans.

Christian Lequesne, professeur de sciences politiques à Science Po et ancien directeur du CERI (Centre de



Leave », ce slogan a été « l'une des principales raisons de la victoire du Leave ». En 2018, ce sont 42 % des Britanniques qui croyaient encore à la véracité de cette promesse. Peter Humi le souligne en expliquant : « les nationalistes ont voté pour le Brexit sur des bases racistes, une nostalgie impériale confuse et un principe : les Blancs d'abord ». Cette dimension identitaire a profondément restructuré le paysage politique britannique. Pauline Schnapper explique : « contrairement à ce que suggère le concept d'élection de second ordre, l'enjeu européen a eu des effets directs sur la politique intérieure britannique ». Le référendum a mis en lumière de nouveaux clivages, notamment générationnels, éducatifs et géographiques.

Les désillusions post-Brexit

Les promesses de prospérité économique post-Brexit se sont rapidement révélées illusoires. Si les estimations du coût économique du Brexit varient, elles convergent toutes vers un impact négatif considérable. L'Office for Budget Responsibility britannique estime que le référendum réduira la productivité du Royaume-Uni de 4 % à long terme.

Cette désillusion économique nourrit ainsi directement le ressentiment que l'extrême droite instrumentalise. Les régions les plus touchées par les conséquences négatives du Brexit sont alors précisément celles où Reform UK obtient ses meilleurs scores. Les conséquences désastreuses du Brexit ont eu un effet paradoxal sur le reste de l'Europe, c'est-à-dire dissuader d'autres partis d'extrême droite de poursuivre leurs projets de sortie de l'Union européenne. Peter Humi estime « le Brexit doit servir d'avertissement pour les autres membres de l'UE. Même le Rassemblement national en France a abandonné son idée de Frexit ».

Les partis d'extrême droite européens ont progressivement abandonné leurs projets de sortie de l'UE, concentrant leur discours sur l'immigration. Le RN s'est repositionné comme le parti de la souveraineté sans rupture alors que l'AfD en Allemagne a rétrogradé le « Dexit » au rang de dernier recours. Le réalignement politique

recherches internationales), souligne un paradoxe pourtant révélateur : « les hard Brexiteers conservateurs n'ont strictement rien à faire du pragmatisme économique, ce qui est intéressant à étudier car le Parti conservateur britannique a toujours eu l'habitude d'écouter les milieux d'affaires qui, dans leur ensemble, sont opposés au Brexit ». Cette rupture avec le réalisme économique montre qu'une partie de la droite britannique devient de plus en plus idéologique, au point d'accepter d'affaiblir l'économie au nom de la souveraineté nationale.

La désindustrialisation a des effets durables comme des taux plus élevés de maladies de longue durée, une espérance de vie en baisse et une inactivité économique régionale. Cette précarité économique nourrit directement le vote d'extrême droite. Le référendum de 2016 sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne constitue un

tournant décisif dans la normalisation des discours d'extrême droite. La campagne du Brexit a notamment permis de légitimer une rhétorique anti-immigration et souverainiste qui était jusqu'alors restée marginale.

Le slogan de la campagne Leave affiché sur le bus rouge de Boris Johnson indiquait : « Nous envoyons 350 millions de livres par semaine à l'Union européenne, finançons plutôt notre service national de santé ». Cette affirmation a pourtant été qualifiée de trompeuse par la UK Statistics Authority car elle ne tenait compte ni du rabais britannique négocié par Margaret Thatcher, ni des fonds européens reversés au Royaume-Uni. Nigel Farage a lui-même admis, dès le lendemain du référendum, qu'il s'agissait d'une « erreur ».

Pourtant, selon Dominic Cummings, directeur de la campagne « Vote

britannique n'est pas un cas isolé. Pauline Schnapper observe : « il est similaire à ce que l'on peut observer ailleurs en Europe. Le débat politique est devenu plus polarisé ». Les chiffres le confirment : sept États membres de l'UE comptent à présent des partis d'extrême droite au gouvernement, notamment la Croatie, la République tchèque, la Finlande, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas et la Slovaquie.

Pour autant, l'Angleterre présente des spécificités qui limitent les comparaisons directes avec le continent. Son

système électoral uninominal à un tour amplifie les effets de réalignement politique de manière bien plus brutale que les systèmes proportionnels européens. Peter Humi rappelle : « une grande partie du soutien croissant à la droite populiste provient du déclin des principes centraux de la droite traditionnelle ». Pauline Schnapper conclut : « le système partisan issu du Brexit reste encore instable, mais une chose est claire : la politique britannique de l'après-Brexit est à présent structurée autour des identités plus que des intérêts socio-économiques ».

Cette évolution identitaire du vote, observable dans toute l'Europe, fait de l'Angleterre moins un laboratoire expérimental qu'un miroir grossissant des fractures profondes qui traversent le continent européen. ■

Après l'échec du Brexit, de nombreux projets d'émancipation portés par l'extrême droite dans les pays européens ont été abandonnés, faute de crédibilité et de soutien populaire.





COMMENT LES OLIGARQUES DE LA TECH REDESSINENT LE POUVOIR POLITIQUE ?

De la Silicon Valley à Washington, les milliardaires de la tech se frayent un chemin pour imposer leur vision d'un futur utopique. Entre financer des campagnes, jouer un rôle au sein du gouvernement et rêver d'un État alternatif où la technologie supplante la démocratie, la frontière devient mince. **LUCIE KAPRIELIAN**

En janvier 2025, un Donald Trump revanchard fait son retour à la Maison Blanche : à ses côtés se tient Elon Musk, tout de noir vêtu, casquette MAGA (Make America Great Again) vissée sur la tête. Cette scène incarne un basculement inédit, l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle caste : les oligarques de la Silicon Valley. Peter Thiel, fondateur de la société big data Palantir, le géant spécialisé dans la surveillance de masse et l'analyse de données qui travaille pour les gouvernements et les services de renseignement, a investi 15 millions de dollars pour faire élire J.D. Vance, aujourd'hui vice-président. Sam Altman co-fondateur d'OpenAI rêve d'une IA superrintelligente capable de dépasser les capacités humaines. Marc Andreessen, co-fondateur de Netscape, prophétise dans son manifeste Techno-Optimiste la fin des États-nations célébrant l'idée que l'IA va sauver l'humanité. Tous partagent la même ambition. Façonner un futur selon leurs propres

règles, en s'extrayant de la démocratie pour créer leurs propres États.

Leur vision est claire. « *Je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles* », a écrit Peter Thiel en 2009. Ces oligarques théorisent les « Network States » : des communautés numériques autonomes, gérées comme des entreprises, affranchies des lois démocratiques. Des projets comme Prospera au Honduras ou les archipels « seasteading » en eaux internationales concrétisent cette sécession. Et leur utopie se met peu à peu en place : Palantir collabore avec le gouvernement américain pour surveiller l'immigration, Elon Musk a pris ses fonctions au sein de l'administration Trump avant de partir en mai dernier

après des milliers de licenciements. Conquérir, fragmenter, franchir : ce n'est peut-être pas la fin du monde telle qu'elle a été imaginée dans les films, mais face à ces oligarques qui construisent un futur utopique, ce qu'il reste à faire est de reprendre le contrôle démocratique sur ces puissances. Désignés « *technofascistes* » par des journalistes, ces milliardaires libertariens de la tech sont convaincus que la technologie doit supplanter la politique, mêlant sécession et contrôle algorithmique.

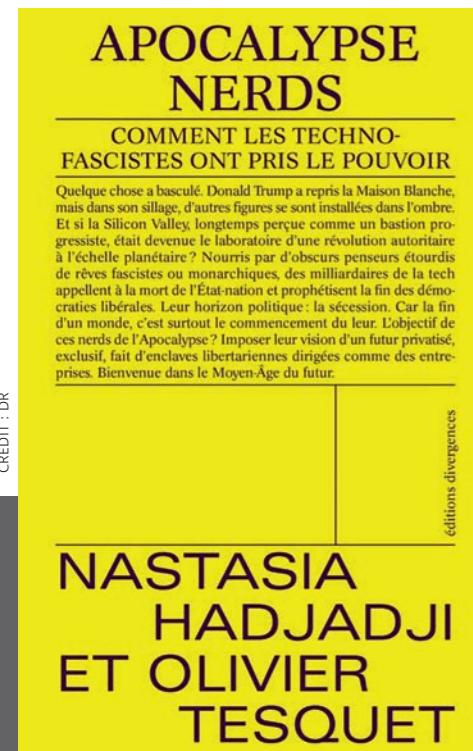
Afin de mieux comprendre les mécanismes de cette prise de pouvoir, Olivier Tesquet, journaliste à Télérama et co-auteur d'*Apocalypse Nerd : comment les technofascistes ont pris le pouvoir ?* (Septembre 2025), explore dans son livre la vision futuriste de ces milliardaires de la tech. Entretien.

PERSPECTIVES *Qu'est-ce qui vous a poussé à réaliser cette enquête et quels sont les enjeux que vous voulez mettre en avant ?*

Olivier Tesquet : En voyant Trump revenir au pouvoir, on voyait les efforts déployés par un certain nombre de milliardaires de la tech pour se rapprocher de mouvements conservateurs et réactionnaires. L'idée était de se demander s'il fallait proposer une nouvelle grille de lecture pour essayer de comprendre ce qui était en train de se passer. C'est comme ça qu'avec ma conceur, Nastasia Hadjadj, on a élaboré ce concept de techno-fascisme, en identifiant des invariants du fascisme historique mais aussi des éléments issus

« JE NE CROIS PLUS QUE LA LIBERTÉ ET LA DÉMOCRATIE SOIENT COMPATIBLES. »

PETER THIEL



CRÉDIT : DR

NASTASIA
HADJADJI
ET OLIVIER
TESQUET

du libertarianisme américain, avec ses mutations autoritaires des années 90. Ce qu'on décrit, ce n'est pas le point d'arrivée du technofascisme, c'est plutôt son point de départ.

Vous utilisez le terme « technofascisme » dans votre livre. C'est un mot qui est quand même assez fort. Que signifie-t-il précisément ?

Le fascisme est une catégorie politique extrêmement chargée où il n'y a pas de consensus historiographique sur la question. On s'est plutôt inscrit dans une grille de lecture comprenant des invariants du fascisme historique. Il y a le culte du chef qu'on retrouve à la fois à la Maison Blanche et dans les boîtes de la tech, (un mouvement contre-révolutionnaire qui s'oppose à la modernité politique avec les outils de la modernité technologique et l'idée d'une régénération du corps national par un processus de purification). C'est ce que les historiens appellent la « palingénésie », le retour à la vie. Est-ce que c'est la religion ? Est-ce que c'est le marché ? Est-ce que c'est l'intelligence artificielle ? Entre ces différents processus de purification, il peut y avoir des frictions. Le technofascisme ce n'est pas juste un fascisme avec des ordinateurs. C'est à la fois une

Publié le 19 septembre 2025 aux éditions Divergences, *Apocalypse Nerds* interroge la façon dont les technocrates de la Silicon Valley redessinent le pouvoir et projettent un monde post-démocratique.

Quelque chose a basculé. Donald Trump a repris la Maison Blanche, mais dans son sillage, d'autres figures se sont installées dans l'ombre. Et si la Silicon Valley, longtemps perçue comme un bastion progressiste, était devenue le laboratoire d'une révolution autoritaire à l'échelle planétaire ? Nourris par d'obscurs penseurs étrouffés de rêves fascistes ou monarchiques, des milliardaires de la tech appellent à la mort de l'État-nation et prophétisent la fin des démocraties libérales. Leur horizon politique : la sécession. Car la fin d'un monde, c'est surtout le commencement du leur. L'objectif de ces nerds de l'Apocalypse ? Imposer leur vision d'un futur privatisé, exclusif, fait d'enclaves libertariennes dirigées comme des entreprises. Bienvenue dans le Moyen Âge du futur.

éditions divergences

« LE NETWORK STATE CE N'EST PAS DE FAIRE DISPARAÎTRE L'ÉTAT, C'EST PRIVATISER L'ÉTAT, Y COMPRIS LES FONCTIONS RÉGALIENNES : ON DÉMANTÈLE L'ÉTAT SOCIAL, ET ON PRIVATISE LE RESTE »

OLIVIER TESQUET

architecture du pouvoir avec des entreprises qui sont authentiquement technofascistes comme Palantir. C'est aussi un mode de circulation des idées : un ensemble de signes, une grammaire, une iconographie, un langage qui va pouvoir se dupliquer, se modifier et s'exporter et circuler à travers différents pays dans des environnements politiques différents.

En 2009, Peter Thiel a écrit : « Je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles ». Comment cette phrase résume leur projet ?

Peter Thiel est l'idéologue du technofascisme. C'est celui qui est le plus structuré intellectuellement parmi les milliardaires de la Silicon Valley. C'est quelqu'un qui a toujours voulu s'affranchir de la politique à travers son aventure entrepreneuriale. Quand il cofonde Paypal avec Elon Musk à l'époque, c'est une première tentative sécessionniste pour s'extraire du système monétaire international. Quand il fait tous ses investissements dans la tech, dans tout un tas de secteurs, comme la longévité, la cryogénie, les technologies de sécurité... - l'idée c'est toujours de dépasser l'État, de le remplacer quelque part.

Chez Peter Thiel, l'histoire se lie à travers cette idée de s'émanciper, de s'extraire, de dépasser la politique, y compris parfois en faisant lui-même de la politique. Lorsqu'il décide de financer le candidat J.D. Vance aux élections de mi-mandat en 2022, il rentre dans le jeu politique. Il investit en politique comme il investit dans les entreprises. C'est un capital-risqueur. Il fait un pari, en espérant qu'il soit gagnant et en l'occurrence que J.D. Vance, installé maintenant à la droite de Trump, puisse impulser cette contre-révolution qui pourrait faire advenir l'ordre nouveau qu'il fantasme.

Quel rôle joue J.D. Vance dans cette dynamique entre tech et pouvoir ?

Le fait que la tech et la Silicon Valley soient proches des milieux de pouvoir, ce n'est pas complètement nouveau. Sous l'administration Obama ça existait déjà.

J.D. Vance est un produit manufacturé, un ancien salarié de Peter Thiel. S'il n'y avait pas eu cet investissement de 15 millions de dollars de Peter Thiel au moment des élections de mi-mandat, puis le fait qu'on l'impose à la droite de Donald Trump, il ne serait

pas vice-président aujourd'hui. C'est quand même quelqu'un qui avait traité Trump de « Hitler américain » en 2016. Aujourd'hui, il joue un double rôle : il traduit dans un langage intelligible, la vulgate trumpiste pour les Européens et, étant un converti, il fait tenir ensemble deux mouvements de la droite réactionnaire aux États-Unis qui ne se marient pas naturellement : les technofascistes et les nationaux-conservateurs, très imprégnés de religion. Il y a des frictions entre ces gens-là, entre ceux qui pensent que la transcendance c'est par Dieu, l'attente de la mort, qu'il faut régénérer la nation et ceux qui pensent que la transcendance c'est par l'intelligence artificielle, vaincre la mort, dépasser l'État-nation en créant des espèces d'élites apatrides. Mais J.D. Vance contribue à les faire coexister.

Comment la pensée de Curtis Yarvin éclaire-t-elle ce mouvement ? Et pourquoi est-il indispensable pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui ?

Curtis Yarvin, c'est assez symptomatique à plusieurs égards. C'est un peu l'intellectuel organique qui se rêve en Raspoutine du technofascisme. Il n'a pas l'influence d'un cardinal, mais il a fréquenté et échangé avec des acteurs beaucoup plus influents que lui. Certains éléments de la politique trumpiste ont déjà été pensés par lui – le plan pour Gaza avec Gaza Incorporated en est un exemple.

Il remplit une autre fonction de diffusion de cette pensée comme acteur d'une scène culturelle, presque comme une contre-culture. Il défend une pensée néomonarchiste : cette idée qu'il faudrait un CEO américain, que la démocratie est un vulgaire logiciel obsolète. Il s'inspire de Hans-Hermann Hoppe, économiste allemand, figure du libertarianisme autoritaire, qui plaide pour une société où il faudrait expulser tous ceux qui mènent des modes de vie alternatifs. Curtis Yarvin et d'autres, comme Nick Land, ont cette fonction, se disant comme une avant-garde culturelle qui contribue à fabriquer un imaginaire technofasciste.

Curtis Yarvin, prône le retour d'un pouvoir un peu césariste, d'un souve-



Olivier Tesquet, coauteur d'*Apocalypse Nerds* et journaliste chez Télérama au service enquête. Il s'intéresse à la façon dont la technologie recompose la société et son organisation politique.

CREDIT : TERESA SUAREZ

rain CEO, et justement un retour de la monarchie mais sans la couronne. On a l'impression, que ces milliardaires semblent nostalgiques du Moyen Âge. Pourquoi est-ce que cette période fascine autant ? Et pourquoi revenir avec un Moyen Âge du futur ?

Ce qui caractérise la pensée contre-révolutionnaire, c'est l'idée que le droit naturel l'emporte sur le droit positif. Ce dernier, héritage des Lumières, permet de faire coexister des gens différents et des intérêts contradictoires. Eux croient au droit naturel. Il y aurait quelque chose d'inné, d'impossible à modifier, mais aussi qu'il y aurait des inégalités biologiques, de races ou encore d'intelligences. Ils sont vraiment dans cette idée que la société doit s'organiser autour de cet ordre naturel. Or, ce qui caractérisait le Moyen Âge, c'était précisément qu'on était dans l'exercice d'un pouvoir qui se fondait sur le droit naturel, sous un régime authentiquement monarchiste. Leur vision du pouvoir date d'avant les Lumières, c'est ça le dénominateur commun de cette pensée. Ce qui peut sembler paradoxal, avec leur goût immodéré pour la technologie, mais qui ne l'est pas.

Le cœur de leur projet semble être les Network States. Que représente ce projet finalement ?

Leur idée, c'est de fragmenter le monde. L'État-nation, étant la forme de la démocratie libérale, doit être dépassée pour créer de nouveaux pays où on impose ses propres règles, et où on peut réaliser ce fameux projet libertarien autoritaire, comme le projet Prospera au Honduras qui implante une espèce de colonie libertarienne.

CRÉDIT : FREEPIC / MACRO IRIS DE L'OEIL

Le fantasme du Network State est nourri des cités-États que sont Singapour et Dubaï. Ce sont des lieux où on a à la fois une société absolument libérale, mais où on a aussi un pouvoir autoritaire. Pour reprendre l'exemple de Prospera, ils avaient commencé à monter des infrastructures, aidés de l'ancien président hondurien qui avait largement ouvert la porte aux Zones économiques spéciales. Mais, quand la nouvelle présidente a été élue, elle a déclaré que c'était inconstitutionnel. Elle a mis fin à ces zones qui suscitaient dans la population beaucoup de défiance parce que c'était une privatisation de la souveraineté d'un pays.

En fait, le Network State agit exactement comme agissaient les comptoirs commerciaux des empires coloniaux : des comptoirs administrés un peu comme des entreprises, mais qui étaient l'excroissance, l'émanation, la représentation d'un empire colonial. Le Network State ce n'est pas de faire disparaître l'État, c'est privatiser l'État, y compris les fonctions régaliennes : on démantèle l'État social, et on privatisé le reste.

Quelles sont les conséquences concrètes de cette prise de pouvoir pour les citoyens ?

Aux États-Unis, il y a des conséquences très concrètes pour les gens qui doivent par exemple subir la politique migratoire de Donald Trump. L'ICE existait déjà et la société Palantir de Peter Thiel travaillait déjà sous Barack Obama. En revanche, ce qui est nouveau, c'est la mise en scène de rafles et de la transgression du droit.

On revient quand même sur l'exercice d'un pouvoir qui est suprématiste, raciste, ségrégationniste. Ça a donc des conséquences pour les gens qui sont désignés comme les ennemis de ce régime-là. L'effet sur le long terme, qui va possiblement toucher d'autres pays, c'est la privatisation du pouvoir régulier avec Palantir par exemple. Les décisions vont être prises sur la base de logiciels. On perd la capacité d'ausculter la manière dont les décisions sont prises. Il y a une érosion de la participation à la vie démocratique, invariant des fascismes historiques : la mobilisation des masses sans les faire participer activement à la vie politique.

Les réseaux sociaux, les satellites, l'IA, ces infrastructures, elles sont de plus en plus concentrées entre les mains des milliardaires. Est-ce que ça peut être irréversible ?

Il n'y a rien d'irréversible. Ce sont des technologies extractivistes. C'est une industrie lourde, ça demande de l'eau, de l'électricité, des territoires pour installer des datacenters, des sortes de calculs, etc. Pour alimenter l'infrastructure de l'IA, telle que l'imagine OpenAI à l'horizon 2035, il faudrait l'équivalent de dix centrales nucléaires.

Je suis persuadé que la couverture du monde par les infrastructures de l'IA, tel que le fantasme Sam Altman d'OpenAI, va rencontrer un certain nombre de frictions. Dans un monde avec des ressources finies, l'énergie limitée pour une croissance illimitée, ça n'existe pas. C'est un fantasme. Le seul monopole qu'ils ont, c'est qu'aujourd'hui, c'est un monopole sur le récit.

Passionnés par la science-fiction, les technocrates idéalisent un monde utopique où la technologie et le dépassement humain sont le centre des préoccupations.

Concrètement, comment reprendre le contrôle face à cette montée en puissance ?

Je crois à l'organisation collective, à l'organisation associative, syndicale. Mais il faut aussi que ça se transpose dans le champ politique. Quand Emmanuel Macron au sommet de l'IA dit « plug, baby, plug », ça montre qu'on embrasse un modèle qui n'est pas viable, soutenable, souhaitable, que ce soit écologiquement, politiquement, économiquement ou socialement... Les États, dans l'histoire de l'humanité, dans l'histoire politique contemporaine, ont toujours réussi à un moment à imposer des choses ; on a démantelé Standard Oil au début du XX^e siècle. On a eu des projets qui semblaient industriels, nationaux, et qui paraissaient complètement utopistes, qui pourtant ont été réalisés. Aujourd'hui, leur vision du futur fabrique de l'impuissance chez les individus. Il faut en sortir. Et pour ça, il faut s'organiser. Trouver des responsables politiques qui contestent cette vision sur des bases matérielles, et pas seulement les attaquer sur le fond des imaginaires. ■



CRÉDIT : PIXABAY / JULIEZIMM3

LA BULLE IA ANATOMIE D'UNE CRISE ANNONCÉE ?



Nvidia et Apple dépassent les 4 000 milliards de capitalisation, les investissements dans l'IA explosent. Pourtant, OpenAI perd 12 milliards au troisième trimestre 2025. Entre euphorie boursière et déficits abyssaux, l'intelligence artificielle a^o ole les marchés et rappelle les heures sombres de la bulle Internet. **MAXIME CHAILLOUT**

es chiffres donnent le vertige. Depuis 2025, près de 70% des capitaux-risques mondiaux affluent vers les startups d'IA. Les sept géants américains, surnommés les Magnificent 7*, accaparent désormais plus de 35% de la capitalisation totale du S&P 500. Nvidia et Apple ont franchi le seuil symbolique des 4 000 milliards de dollars de capitalisation boursière, tandis qu'Alphabet et Microsoft évoluent au-dessus des 3 000 milliards. Pourtant, derrière ces sommets stratosphériques se cache une réalité plus sombre.

OpenAI, fer de lance de la révolution IA, a enregistré des pertes de 12 milliards de dollars au troisième trimestre 2025, pour cause cette dernière dépense 2,25 dollars pour gagner 1 dollar. L'entreprise compte lever 207 milliards de dollars pour pallier ses pertes. Le «Buffett Indicator» affiche aujourd'hui des niveaux de surévaluation sans précédent dans l'histoire financière moderne. Cet outil de mesure qui compare la capitalisation boursière totale au PIB, clignote rouge vif.

*Alphabet, Apple, Microsoft, Nvidia, Meta, Amazon et Tesla

« L'IA n'échappe pas à la règle, il y a une sorte de bulle marketing autour de l'IA. »

Jean Philippe Bouchaud, membre de l'Académie des Sciences et enseignant à l'Ecole Normale Supérieure nous en dit plus, « *C'est-à-dire que quand il y a une bulle, les gens, de façon un peu irrationnelle, mettent beaucoup d'argent sur une idée ou une technologie. Et dans certains cas, en fait, c'est cet afflux massif d'argent et d'intérêt qui fait que la révolution technologique a vraiment lieu.* » La concentration extrême constitue un autre facteur de risque majeur. Une part disproportionnée de la hausse des indices boursiers repose sur une poignée d'entreprises technologiques. Cette fragilité structurelle transforme le marché en château de cartes, où la chute d'un pilier pourrait entraîner l'effondrement de l'ensemble.

Plus illusoire encore, le phénomène d'«AI-washing» gangrène le secteur. De nombreuses entreprises attribuent

artificiellement à l'IA des résultats issus du travail humain ou de simples algorithmes traditionnels. L'objectif ? Paraître performant et avant-gardiste pour attirer les investisseurs. « *Ce sont des effets marketing qui sont très réguliers dans la sphère économique et l'IA n'échappe pas à la règle, il y a une sorte de bulle marketing autour de l'IA.* », déclare Philippe Dupuy, Professeur à GEM et directeur scientifique au sein du cercle des épargnants.

Le financement circulaire : l'illusion de la croissance

Les géants technologiques investissent massivement dans de jeunes pousses spécialisées en IA, qui réinjectent ensuite une part considérable de ces fonds pour acheter des services Cloud et des puces auprès de ces mêmes investisseurs. Ce circuit fermé crée une illusion de croissance tout en gonflant artificiellement les valorisations. Les hyperscalers (Meta, Alphabet, Microsoft, Amazon et Oracle) devraient allouer 342 milliards de dollars en dépenses d'investissement en 2025, équivalant au budget total de l'État français en 2025.

Les données du MIT révèlent l'ampleur du gaspillage : 95% des investissements dans l'IA générative n'ont produit aucun rendement financier réel. Malgré cette réalité économique brutale, la course à l'armement se poursuit à un rythme effréné. Alphabet, Meta, Amazon et Google ont annoncé des dépenses d'investissement combinées de 112 milliards de dollars au troisième trimestre 2025, financées en grande partie par l'endettement.

Les économistes de la banque UBS anticipent une accélération spectaculaire. Selon leurs prévisions, les grandes entreprises américaines engloutiront 571 milliards de dollars dans l'IA en 2026, contre 423 milliards

en 2025. Ces dépenses progresseront de 25% annuellement pour atteindre le chiffre vertigineux de 1 300 milliards de dollars d'ici 2030. L'augmentation du PIB américain n'aurait été que de 0,1% durant les six premiers mois de 2025 si l'on exclut les centres de données du calcul (IA), contre 3,8% avec leur inclusion. En d'autres termes, l'IA devient le moteur artificiel d'une croissance qui masque une stagnation sous-jacente.

L'écho de la bulle Internet

Les parallèles avec la bulle Internet de 2000 sont troublants. Entre 1995 et 2000, le Nasdaq était passé de moins de 1 000 points à plus de 5 000, porté par une euphorie autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Des startups dépourvues de chiffre d'affaires s'introduisent en bourse avec des valorisations délirantes. La chute fut brutale, le Nasdaq s'effondra de 76% jusqu'en octobre 2002, volatilisant tous les profits réalisés depuis 1995.

En France, le CAC 40 perdit 60% de sa valeur entre son pic de septembre 2000 et octobre 2002. « *On pensait que ça allait se produire pendant 6 mois. Cela a plutôt pris 10 ans pour vraiment s'installer dans la vie quotidienne. Donc il y a beaucoup d'entreprises qui ont fait faillite parce qu'elles n'ont pas pu traverser le début des années 2000.* », poursuit Philippe Dupuy.

Plusieurs acteurs majeurs de cette bulle sont eux-mêmes pessimistes, David Solomon (CEO Goldman Sachs) a durci sa position. Le 3 octobre 2025, il émit un avertissement sévère prédisant un « *effondrement du marché boursier lié à l'IA* » dans les 12 à 24 prochains mois, établissant des parallèles directs avec la bulle internet. Lors d'une interview accordée au média The Verge, Sam Altman (CEO OpenAI) déclare en août 2025, « *Sommes-nous dans une phase où les investisseurs dans leur ensemble sont trop enthousiastes à propos de l'IA ? Mon opinion est oui.* » Il a comparé la situation à la bulle internet, affirmant que « *Quand les bulles arrivent, des gens intelligents deviennent trop enthousiastes à propos d'un noyau de vérité.* »

Quand l'IA accélère sa propre chute

L'une des dimensions les plus terrifiantes de la bulle IA actuelle réside dans le fait que l'intelligence artificielle elle-même pourrait jouer dans son



La baisse des cours de la bourse à Wall Street lors de la crise Internet en 2000.

CRÉDIT : FREDERIC LSL

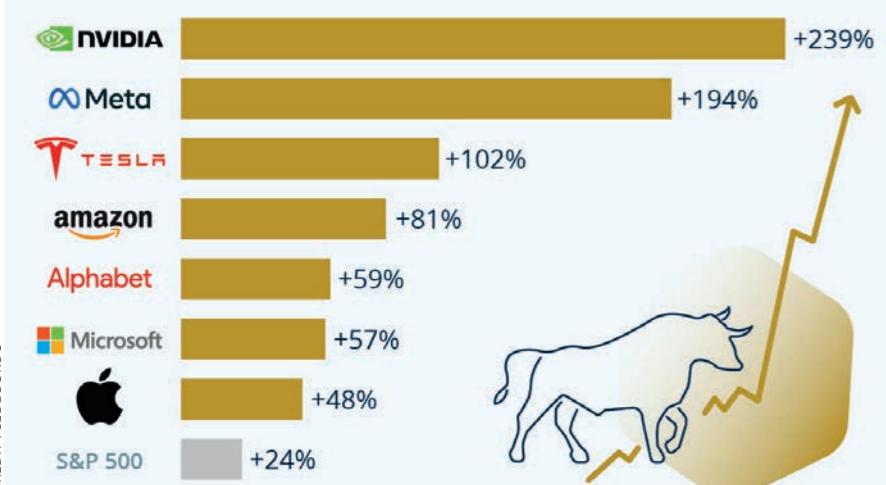
effondrement. Sur les marchés des actions, environ deux tiers des transactions sont désormais réalisés par des traders à haute fréquence. Dès 2017, BlackRock, le géant de la gestion d'actifs, a intégré des techniques d'intelligence artificielle pour prévoir les rentabilités et effectuer ses allocations de portefeuille.

Cette automatisation massive crée des vulnérabilités inédites. Les « flash crash », ces effondrements soudains des cours boursiers provoqués par l'emballage des algorithmes, se sont multipliés. En mars 2020, plusieurs fonds indiciels fonctionnant à l'IA ont connu une forte rotation de leurs positions durant les turbulences, suggérant que les ventes d'actifs entraînées par des comportements algorithmiques similaires en chaîne pourraient s'amplifier en périodes de tension.

Le trading à haute fréquence se caractérise désormais par des passages d'ordres sur des fenêtres temporelles de l'ordre de la nanoseconde. Les acteurs du marché prévoient que ces transactions alimentées par l'IA deviendront encore plus courantes dans les trois à cinq prochaines années. Les prix réagissent donc beaucoup plus rapidement qu'autrefois. L'opacité constitue un problème majeur. Les algorithmes d'IA, souvent qualifiés de « boîtes noires », rendent difficile la compréhension des raisons

ÉVOLUTION ANNUELLE DES «MAGNIFICENT SEVEN»

Cours des actions des entreprises tech américaines en 2023



CREDIT : SEB COUROU

précises derrière les décisions de trading. Les agences de contrôle tentent de légiférer, mais peinent à suivre l'innovation technologique.

Dans une bulle IA qui éclate, le risque systémique serait amplifié de manière exponentielle. Les algorithmes de trading pourraient déclencher une cascade de ventes automatiques. Des milliers de comptes gérés par des IA vendraient simultanément les mêmes actifs, car basés sur des modèles similaires entraînés sur des données comparables. L'effet domino serait donc beaucoup plus rapide et violent qu'en 2000 ou 2008. Les avertissements des institutions financières se font de plus en plus pressants. Un simple avertissement sur les résultats d'un des géants technologiques pourrait ébranler les marchés européens.

Vinod Khosla, capital-risqueur milliardaire de la Silicon Valley, résume chez The Economic Times la situation d'une

Voici un datacenters permettant de faire fonctionner les services liés à IA.

manière glaçante : « Nous sommes passés de la peur à la cupidité. Quand on est envahi par la cupidité, on arrive à des valorisations indiscriminées ». Plus spectaculaire encore, Michael Burry, rendu célèbre pour avoir prédit la crise des subprimes, a misé 1,1 milliard de dollars sur la chute des actions de Nvidia et Palantir. Ce pari audacieux contre deux fleurons de l'IA résonne comme un avertissement.

La facture environnementale : une bombe à retardement

Au-delà des risques financiers, l'emballage autour de l'IA génère une catastrophe environnementale en devenir. Les centres de données pourraient bientôt consommer près de la moitié de l'électricité mondiale allouée à ce type d'infrastructure d'ici 2025, avec des charges de travail IA augmentant de 30% par an. Une simple requête envoyée à ChatGPT consomme dix fois plus d'électricité qu'une recherche Google, illustrant ce gouffre énergétique. Selon Jean Philippe Bouchaud, « On va vite se retrouver dans une situation où on ne voit pas bien comment on pourrait soutenir une croissance de la demande en énergie aussi forte qu'actuellement. »

Les géants technologiques affichent des hausses vertigineuses de leurs émissions. Google a vu ses émissions bondir de 48% entre 2019 et 2023, tandis que Microsoft enregistrait une augmentation de 29,1% entre 2022 et 2023. L'Agence internationale de l'énergie estime que les data centers ont consommé environ 415 térawattheures (TWh) d'électricité en 2024, chiffre qui devrait plus que doubler pour atteindre 945 TWh d'ici 2030, la France quant à elle avoisine les 450 TWh.

D'ici 2027, la demande mondiale en IA devrait consommer entre 4,2 et 6,6 milliards de mètres cubes d'eau pour refroidir les serveurs, dépassant la consommation annuelle totale du Danemark. Microsoft et Google rapportent des hausses de consommation d'eau de 20 à 30% ces deux dernières années. La ruée vers les métaux rares, nécessaires à la fabrication des puces n'est pas lésinée. Le cuivre voit sa production accaparée par l'industrie de l'IA, créant des tensions sur les marchés mondiaux. L'extraction de ces minéraux se fait dans des conditions sociales et environnementales désastreuses, notamment en Birmanie, où

les droits humains sont bafoués et les écosystèmes dévastés.

Le paradoxe est saisissant. Les géants tech se targuent d'atteindre la neutralité carbone, mais leurs investissements massifs dans l'IA sabotent leurs propres objectifs climatiques. Microsoft s'éloigne de sa neutralisation des émissions carbone prévue pour 2030 à mesure que ses investissements IA explosent. L'absence de transparence aggrave le problème. Les géants du numérique communiquent très peu sur leurs infrastructures de calcul, considérées comme des actifs stratégiques. Les technologies de l'IA échappent encore à des réglementations strictes concernant leur impact énergétique. L'IA Act européen, bien qu'offrant un premier cadre de régulation, ne se préoccupe guère du coût environnemental.

Une crise éclair en devenir ?

Les leçons de l'histoire offrent peu de réconfort. En 2000, il avait fallu des mois pour que la bulle Internet se dissipe, laissant derrière elle des milliers d'entreprises en faillite et des millions d'épargnants ruinés. En 2008, quelques semaines avaient suffi pour

que les subprimes contaminent le système financier mondial, provoquant la pire récession depuis 1929.

En 2025, avec des machines capables de vendre des milliards d'actifs en quelques nanosecondes, le krach pourrait n'être qu'une affaire de minutes, alors que les marchés financiers mettront plusieurs années à s'en remettre. Les régulateurs, déjà dépassés par la complexité des marchés financiers modernes, seraient impuissants face à une cascade automatisée de ventes déclenchée par des intelligences artificielles.

D'ici 2030, la demande électrique des datacenters américains pourrait tripler, passant de 150 à 560 TWh, soit 13% de la consommation totale. Une explosion vertigineuse qui se heurte à une réalité brutale : l'infrastructure énergétique américaine n'est tout simplement pas prête.

Les équipements vieillissent dangereusement, les transformateurs de puissance fonctionnent bien au-delà de leur espérance de vie, avec sept sur dix qui dépassent les 25 ans réglementaires. Les disjoncteurs sont en service

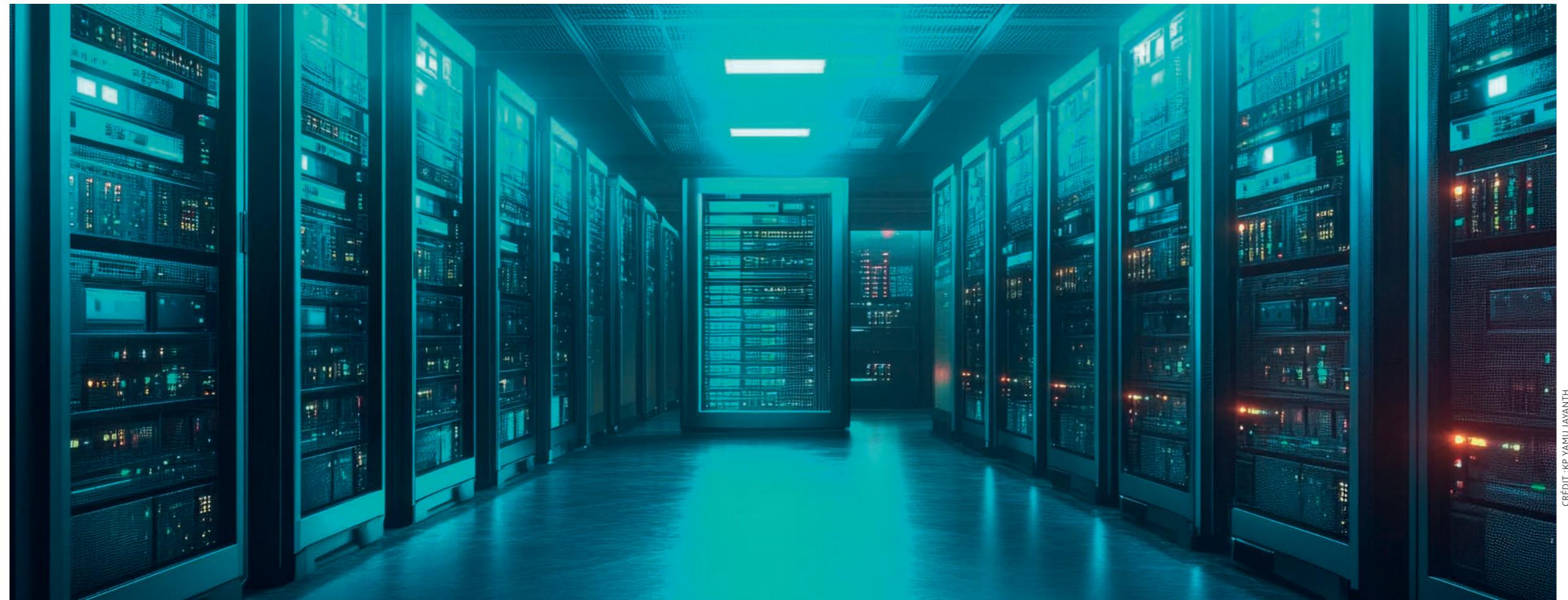
depuis plus de 30 ans alors qu'ils auraient dû être remplacés après deux décennies. Le réseau de 450 000 kilomètres de lignes qui sillonne le territoire américain, les trois quarts approchent de la rupture.

La Virginie et l'Arizona au bord de l'asphyxie

La concentration géographique des datacenters transforme certaines régions en véritables gouffres énergétiques. En Virginie, ces installations prennent déjà 26% de l'électricité produite dans l'État. L'Arizona n'est pas épargné. Dans le comté de Maricopa, la demande électrique va augmenter de 40% d'ici 2030. Dos au mur, les géants technologiques adoptent des solutions radicales. Microsoft a annoncé un investissement de 1,6 milliard de dollars pour ressusciter la centrale nucléaire de Three Mile Island, fermée depuis 2019. Le réacteur devrait redémarrer en 2028 pour alimenter exclusivement les besoins du géant de la Silicon Valley

Google suit le même chemin avec la réouverture d'une centrale dans l'Iowa, prévue pour 2029. Meta n'est pas en reste et exploitera la centrale de Clinton en Illinois dès 2027. Ces décisions illustrent le niveau de désespoir énergétique du secteur, les prévisions de consommation de Microsoft pour 2030 ont été multipliées par six depuis 2020. Le paradoxe est cruel. Alors que les entreprises technologiques multiplient les promesses écologiques et les engagements de neutralité carbone, la réalité énergétique reste fossile. Plus de la moitié de l'électricité consommée par les centres de données provient encore d'énergies polluantes, et cette proportion ne diminuera pas avant 2030.

L'administration Trump aggrave encore la situation en suspendant les projets d'énergies propres sur les terres fédérales, coupant court aux espoirs d'une transition rapide. Les projections pour la fin de la décennie donnent le vertige. Les datacenters pourraient consommer 9% de l'électricité totale produite aux États-Unis d'ici 2030, contre seulement 1,5% aujourd'hui. Un bond de 600% en quelques années que le système actuel ne peut tout simplement pas absorber sans une refonte complète. ■



CRÉDIT : KIP YAMUJAYANTH

« LÀ OÙ BOLLORÉ PASSE, L'INFO TRÉPASSE »

Ce 25 novembre, l'Assemblée nationale a lancé une commission d'enquête sur la neutralité, le fonctionnement et le financement de l'audiovisuel public. Elle vise d'abord France Télévisions et Radio France, dans le sillage de l'affaire Legrand-Cohen. Les députés y interrogent la frontière entre information et opinion, tout en comparant en filigrane le service public à des chaînes privées comme CNews, accusées de dérives partisanes. EMILIE STAEGER

Pour se repentir des turpitudes de son groupe, Vincent Bolloré a posé en tenue traditionnelle à la Chapelle Kerdévot d'Ergué-Gabéric dans le Finistère rappelant ainsi ses origines bretonnes et son catholicisme fervent. L'homme d'affaires rêve-t-il d'apparaître un jour sur l'un des vitraux de la-dite chapelle ?



Neutralité. Le mot résonne comme une arme à l'Assemblée nationale. Une commission d'enquête parlementaire, lancée le 25 novembre par le groupe UDR (Union des droites pour la République), examine le cas de France Télévisions et Radio France. Tout a commencé début septembre, quand une vidéo montrait Thomas Legrand et Patrick Cohen, tous deux éditorialistes au sein du groupe audiovisuel public. Le duo évoquait l'idée « d'influencer le marais du centre gauche » lors d'une conversation privée avec des élus du Parti socialiste. Cette affaire Legrand-Cohen a jeté le doute sur l'impartialité du service public. Mercredi 10 décembre, Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions, s'est défendue devant les députés. Mais pendant que la commission dissèque les erreurs du service public, un autre monstre grandit dans l'ombre – moins scruté et plus destructeur : CNews, la machine de propagande de Vincent Bolloré. Quand Vincent Bolloré prend le contrôle de Canal+ en 2015, Spécial Investigation est une référence du journalisme d'enquête : capacités à s'attaquer aux banques, aux industriels, aux

CRÉDIT : BAPT / WIKIMEDIA COMMONS

pouvoirs politiques. Tout bascule le 29 juillet 2015, quand Mediapart révèle que Vincent Bolloré en personne a exigé la censure d'un documentaire sur l'évasion fiscale du Crédit mutuel – la banque avec laquelle il négocie un financement stratégique pour son OPA (offre publique d'achat) sur Canal+. Jean-Baptiste Rivoire, ancien rédacteur en chef adjoint de Spécial Investigation, décrit le choc initial : « Quand on a commencé à sentir que ça venait de haut, Mediapart a fait un papier le 29 juillet 2015 pour révéler que c'était Bolloré en personne qui avait demandé la censure de l'enquête. On était assez affectés parce que c'était le nouveau propriétaire du groupe. »

« La direction m'a envoyé une lettre de licenciement. »

La mise au pas de la rédaction devient alors systématique. Une note interne de septembre 2015 énonce l'interdiction de manière euphémiste mais glaçante. Il est désormais « préférable de ne pas enquêter de manière frontale ou polémique sur des partenaires contractuels actuels ou futurs ». Traduction : il devient interdit d'enquêter sur les banques, les politiques ou les acteurs industriels majeurs. Jean-Baptiste Rivoire tente alors de défendre l'indépendance éditoriale :

« Dès que j'ai pris un mandat syndical, en octobre 2015, dans les heures qui ont suivi, la direction m'a envoyé une lettre de licenciement. » Son éviction ne tient pas juridiquement, mais crée un climat de terreur. « Ça a été un bras de fer qui a duré toute la saison 2015-2016. La direction ne nous laissait plus lancer d'enquêtes. » Début 2016, Jean-Baptiste Rivoire et son équipe tentent une dernière offensive. Ils proposent onze reportages et sept sont refusés immédiatement. Résultat : 80 % de la saison finit à la poubelle. Une consigne claire s'applique : « On travaillait six mois sur une enquête et on découvrait la veille de la diffusion que Bolloré ne l'aimait pas, donc elle partait à la poubelle. À partir de là, il ne fallait plus embêter son ami le banquier mais il ne fallait plus embêter grand monde. » À l'automne 2016, Vincent Bolloré adopte la leçon apprise à Canal+ : ne pas contenir une rédaction existante, mais la casser. À iTélé, la grève de 2016 contre la nouvelle orientation s'achève par un départ massif : 80 % de la rédaction claque la porte. Ce vide offre une opportunité unique : reconstruire une équipe entièrement alignée sur la vision politique du propriétaire. Raphaël Garrigos, fondateur du média Les Jours et enquêteur depuis des années sur le système Bolloré, décrit le moment du basculement : « Le vrai changement se fait après la grève d'iTélé en fin 2016, c'est à ce moment là qu'un projet se met vraiment en place, surtout avec le départ de la quasi-totalité de la rédaction, la transformation en CNews. » La stratégie est exposée sans détour. « Un actionnaire va nommer un encadrement qui correspond à ce qu'il souhaite, avec des consignes données. L'encadrement recrute des journalistes compatibles avec cette ligne et après, tout le monde marche au pas. » Ce n'est pas du conspirationnisme, c'est la description claire d'une reconstruction rédactionnelle pensée politiquement.

CNews aujourd'hui : la fabrique d'un récit

CNews devient dès lors le laboratoire du projet éditorial de Vincent

Le plateau secondaire de la chaîne française d'information en continu iTélé, en avril 2009.



Pascal Praud,
présentateur sur Europe 1
et CNews, un des pions de
la sphère Bolloré.

CRÉDIT : PHILIPPE DE POULPIQUET

Bolloré. Un moment clé est l'arrivée d'Éric Zemmour dans l'émission Face à l'info. « Ça va lui servir de tremplin électoral pour la présidentielle », note Raphaël Garrigos. Ce n'est pas une émission politique neutre, c'est une plateforme électorale. Les chiffres de l'INA, compilés par Complément d'enquête, ne laissent aucun doute. Entre 2020 et 2024, CNews prononce le mot « islam » 30 993 fois, comparé à 15 587 fois sur FranceInfo, 15 325 fois sur LCI et 12 213 fois sur BFMTV. Pour « immigration », CNews atteint 69 353 mentions, soit presque deux fois plus que ses concurrentes. Ces chiffres ne résultent pas du hasard éditorial, ils expriment une stratégie délibérée de polarisation autour des questions identitaires et sécuritaires. Raphaël Garrigos est sans détour : « C'est uniquement une chaîne d'opinion. Il y a zéro information. Et quand il y en a, elles sont souvent démenties par la suite. » Le format dominant n'est plus le reportage de terrain ni l'enquête d'intérêt public. Ce sont des talk-shows d'opinion, où des chroniqueurs non titulaires de la carte de presse livrent surtout leurs avis. Pour Antoine Chuzeville, secrétaire général du SNJ (Syndicat national des journalistes) : « La plupart du temps, on est sur des débats d'opinion sur CNews. Cette chaîne fait, en réalité, très peu de reportages et d'enquêtes comme un média audiovisuel classique. » Pour Jean-Baptiste Rivoire, la logique politique sous-jacente est limpide : « Il a mis en place des directeurs de médias qui sont à sa botte et qui sont dans la même idéologie de guerre civилиsationnelle que lui. Il a mis Serge Nedjar qui est dans cette optique, Maxime Saada qui laisse faire ce genre de choses. Je le perçois comme étant une volonté de conflictualiser la France et de favoriser la guerre civile entre les musulmans et les chrétiens. » Pascal Praud incarne ce brouillage entre journalisme et spectacle. Ancien journaliste sportif, devenu présentateur vedette de CNews, il transpose les codes du commentaire footballistique – mise en scène de conflits, dramatisation, camps adverses – à la politique. Sur la chaîne, il orchestre des débats où l'indignation prime sur la clarification. Son statut de « journaliste » lui confère une crédibilité que n'aurait pas un animateur de formation, tout en jouissant d'une liberté éditoriale quasi-totale. Le Canard Enchaîné a révélé qu'un dîner avait eu lieu entre Pascal Praud et Nicolas Sarkozy, la veille du jugement de l'ancien président – révélation qui montre bien la porosité dangereuse entre les mondes politique et médiatique. CNews n'est pas un cas isolé. C'est la pièce la plus visible d'une concentration médiatique sans précédent. Vincent Bolloré règne sur Canal+, CNews, C8, Europe 1, le JDD, Paris Match et Prisma Media. Bernard Arnault possède Les Échos et Le Parisien. Rodolphe Saadé, Daniel Kretinsky et Pierre-Édouard Stérim (qui a racheté l'ESJ Paris) complètent ce paysage concentré en possédant eux aussi des médias. Selon Reporters sans frontières, plus de 90 % de la presse quotidienne appartient à une poignée de milliardaires. « Un des piliers de la démocratie, qui s'appelle le quatrième pouvoir, qui est la presse, est complètement instrumentalisé par des puissances industrielles ou politiques. Il y a 90 % des journaux qui appartiennent à 5 milliardaires et l'État contrôle l'autorisation publique », résume Jean-Baptiste Rivoire. Antoine Chuzeville dénonce ces « bulles » idéologiques : « Ça crée finalement une bulle Bolloré, une bulle Saadé, une bulle Arnault, dans laquelle ces milliardaires contrôlent tout, de la formation des journalistes jusqu'au travail des rédactions. » Jean-Baptiste Rivoire l'énonce crûment : « Tous ces grands industriels qui investissent dans la presse se servent de leurs médias à des fins plus ou moins politiques ou industrielles. »

Ils font tout le contraire de ce que dit la loi. C'est une guerre civilisationnelle de l'information. » La distinction entre journal d'opinion et chaîne d'opinion n'est pas académique. Un quotidien comme *Libération* ou *Le Figaro* s'adresse à des lecteurs qui choisissent consciemment d'acheter ce titre. La télévision hertzienne en clair, s'invite gratuitement à des millions de citoyens. Elle bénéficie d'une fréquence publique rare, attribuée par l'État. En retour, la loi impose pluralisme et honnêteté. « *Il y a une vraie différence entre la presse écrite et la télévision dans le sens où TF1, France 2, CNews bénéficient de fréquences gratuites. Ce n'est pas le cas au Royaume-Uni où les fréquences sont payantes* », rappelle Raphaël Garrigos. Cette différence justifie des exigences renforcées. « *Il y a des règles de déontologie journalistique qui ne sont pas régies par l'ARCOM mais qui sont censées être la base du métier. La presse écrite n'a pas cette obligation qu'ont les chaînes de télé mais ces dernières l'ont parce que c'est en échange de l'utilisation d'une fréquence publique.* » Jean-Baptiste Rivoire est clair : « *Le choix éditorial de Bolloré n'est d'ailleurs pas autorisé, parce qu'en principe, une chaîne d'info en France ne peut pas être une chaîne d'opinion.* »

Les gardes-fou face aux limites

Sur le papier, la France dispose d'un cadre déontologique robuste. La Charte de Munich de 1971 énonce dix devoirs majeurs : respecter la vérité, vérifier les informations, donner le contradictoire, rectifier les erreurs ou encore refuser la propagande. La loi Bloche de 2016, votée après le scandale du Crédit mutuel, impose des chartes d'entreprise et renforce le droit des journalistes à s'opposer à des contenus contraires à leur conscience. Le SNJ, depuis 1918, défend une double mission : « *Défendre des journalistes en tant que salariés, mais aussi des journalistes en tant que praticiens du journalisme* », rappelle Antoine Chuzeville. Mais ces gardes-fous atteignent vite leurs limites. Il n'empêche pas un actionnaire de changer toute une rédaction. « *Là où Bolloré passe, l'info trépasse, il explique que pratiquer le journalisme avec lui comme patron, ça paraît très difficile et quasiment*

« On considère que les garants de la déontologie journalistique sont les journalistes eux-mêmes. »

ANTOINE CHUZEVILLE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SNJ

impossible pour la plupart des professionnels. » L'ARCOM doit veiller au pluralisme audiovisuel. En théorie, elle dispose du pouvoir d'enquêter et de sanctionner. En pratique, ses décisions sont lentes et peu dissuasives. Longtemps, elle a mesuré le pluralisme en comptabilisant les minutes de parole, sans examiner le contenu des émissions. Sous la pression de RSF, elle a adopté des critères plus qualitatifs en 2024 : diversité des sujets, variété des intervenants et pluralité de points de vue. L'exemple de C8 et Cyril Hanouna montre bien les limites de cette régulation. Malgré plusieurs manquements dénoncés par l'ARCOM, la chaîne a continué à accumuler les amendes sans changement profond de sa ligne éditoriale. Les sanctions financières demeurent dérisoires comparées aux revenus publicitaires. Elle a fini par être supprimée sous les commandements du gendarme de l'audiovisuel. Antoine Chuzeville souligne une distinction cruciale : « *L'ARCOM est une autorité de régulation dont la plupart des membres sont nommés par le pouvoir politique. Ce n'est pas une autorité déontologique. On considère que les garants de la déontologie journalistique sont les journalistes eux-mêmes. Quand l'ARCOM s'aventure sur le terrain de la déontologie, ça nous semble dangereux, parce que ce n'est pas une autorité indépendante, elle est très liée au pouvoir politique. L'ARCOM est par exemple chargée de vérifier que le temps de parole politique sur les antennes, notamment en période électorale, est bien respecté.* » Mais elle manque de moyens et d'indépendance pour exercer son contrôle de manière réellement dissuasive.

L'erreur journalistique existe partout. La BBC a diffusé en 2024 un montage tronqué du discours de Donald Trump sur le Capitole. France Inter a laissé passer plusieurs fausses affirmations sur un élu américain lors d'une émission avant de se corriger trois jours plus tard. « *L'erreur est même prévue*

par nos textes déontologiques. On peut se tromper. Il faut que ça arrive le moins possible, c'est inévitable. Nos textes déontologiques rappellent qu'il y a un devoir de rectifier quand on diffuse une fausse information », explique Antoine Chuzeville. La différence tient dans la réaction. Quand la BBC ou Radio France se trompent, elles l'admettent publiquement, se corrigent, expliquent comment l'erreur s'est produite puis sanctionnent en interne. Quand CNews laisse prospérer pendant des heures des débats biaisés, des bandeaux anxiogènes mensongers sans correction, c'est une stratégie, pas une faute isolée. Raphaël Garrigos résume l'essentiel : « *Les règles déontologiques c'est simple, on écrit un article, on a une info, on la vérifie, on lui donne le contradictoire.* » Cette vérification demande du temps, des ressources et de l'indépendance. Quand l'actionnaire dicte que le pluralisme doit céder au récit politique, ces règles s'effondrent.

La commission d'enquête ouverte à l'Assemblée nationale marque un tournant. Pour la première fois, la concentration des médias et la déontologie deviennent des enjeux parlementaires majeurs. Mais elle porte aussi des risques : une instrumentalisation politique pourrait en faire une arme contre les médias qui gênent le pouvoir en place. C'est à ce carrefour que se tient la démocratie française. Non parce que CNews est « mauvaise » et les autres médias « bons ». Mais parce que quand les propriétaires deviennent des acteurs politiques utilisant l'information comme une arme, quand les journalistes doivent choisir entre conscience et emploi, quand le pluralisme devient fiction juridique, c'est la capacité des citoyens à former une opinion libre qui s'érode. Là où Bolloré et ses pairs passent, l'information ne meurt pas du jour au lendemain. Mais elle chancelle suffisamment pour que la démocratie perde son équilibre. ■



POLICE NATIONALE

ENTRE ABUS DE POUVOIR ET DÉLINQUANCE RÉPÉTÉE



PHOTO A GAUCHE CREDIT : JANE GRN

Les policiers et la gendarmerie, en pleine intervention dans Paris se protégeant des projectiles envoyés par les manifestants.

Samedi 6 décembre 2025, à Lyon, plusieurs personnes ont projeté sur la façade du palais Saint-Pierre, des messages hostiles et haineux envers les forces de l'ordre. En pleine fête des Lumières, les slogans « La police blesse et tue » sont affichés en grand devant des centaines de personnes. Entre abus de pouvoir et délinquance répétée, l'image de la police et de l'IGPN est de plus en plus entachée. **ADRIEL BEREBY**

La Police Nationale, armée et protégée de la tête aux pieds attendant le prochain débordement.

Plus de 26 000 refus d'obtempérer ont été enregistrés en France en 2025. Une hausse de près de 10 % par rapport à l'année dernière. Les forces de l'ordre et leurs instances sont au cœur des débats publics. Selon le code de la route, un refus d'obtempérer constitue un délit routier. Il se caractérise par le fait qu'un conducteur choisisse de ne pas s'arrêter après qu'il en a reçu l'ordre de la part d'agents appartenant aux forces de police ou de gendarmerie. Une règle parfois oubliée, pourtant essentielle pour éviter des situations à haut risque.

D'après la loi, le fait, pour tout conducteur, de refuser d'obtempérer est puni de deux ans d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. Les policiers font parfois usage de leur pouvoir pour prendre des décisions controversées, pas toujours dans les règles des instances. L'IGPN (Inspection Générale de la Police Nationale) enquête sur les forces de l'ordre à chaque débordement mais ne sanctionne pas systématiquement. Une position qui ne



CREDIT : BERNE ALMANZAR

faire pas l'unanimité au sein du spectre politique.

« Le métier de policier est un métier d'expérience. Nous réagissons différemment en fonction de notre vécu professionnel. Avec l'habitude, nous ne réagissons plus avec émotion et des réflexes se sont installés. L'expérience, l'entraînement et la projection mentale permettent de ne pas être submergé par des émotions négatives, même face à des individus porteurs d'arme. », affirme Laurent Taskoré, commandant de police dans le IX^e arrondissement de Paris. Un climat de plus en plus tendu entre la population et les forces de l'ordre qui aurait pu

être évité si toutes les normes et les règles avaient été respectées des deux côtés.

Sanctions rares, frustrations multiples

L'IGPN a été fondée en 1986. Aussi appelée « la police des polices », son objectif est de s'occuper de l'inspection de la Police ainsi que du contrôle de l'ensemble des services actifs et des établissements de formation de la Police nationale. À ne pas confondre avec l'IGGN, l'inspection générale de la gendarmerie nationale. Elle est placée sous l'autorité de la gendarmerie, elle-même sous le contrôle du ministre de l'Intérieur.

L'IGPN révèle une évaluation technique complexe et une perception humaine sous stress qui doit être examinée par l'instance disciplinaire. Le but est de pouvoir statuer les faits. Cependant, l'IGPN n'ose pas tout le temps sanctionner les agents mais propose des mesures plus légères telles que des blâmes, des avertissements ou des exclusions temporaires. Cette année, 90 sanctions ont été recensées sur 428 enquêtes sur l'usage de la force par la police. Le total le plus bas depuis 2015. « De plus en plus de policiers sont agacés par l'impression de ne pas être soutenus », explique Matthieu Vitado, commandant divisionnaire dans le commissariat du IX^e arrondissement de Paris.

Pour les citoyens, c'est devenu un symbole des failles du maintien de l'ordre, révélateur des tensions persistantes entre forces de l'État et jeunes conducteurs. Ce décalage de perception nourrit une incompréhension croissante, que ni l'IGPN ni les décisions judiciaires ne parviennent aujourd'hui à apaiser.

« En intervention, le policier agit dans des cadres réglementaires et législatifs qu'il maîtrise, les éventuels

manquements exposent à des sanctions administratives et/ou judiciaires, les deux pouvant se cumuler », affirme Matthieu. Selon une enquête de l'association indépendante « Flagrant Déni », « la police des polices » ne traite que 10% des affaires de violences policières, laissant 90% des dossiers à des « cellules de déontologie » internes et dépendantes de leur hiérarchie. Par conséquent, le taux d'élucidation chute depuis 2016 et certaines affaires plus graves, impliquant l'utilisation d'armes à feu, restent encore non résolues.

« Si les policiers commettent des délits dans le cadre de leurs interventions, ils s'exposent à des sanctions pénales. Pendant l'affaire, le magistrat, le procureur ou le juge d'instruction peuvent demander que des actes

d'enquête soient réalisés par l'IGPN. Mais les sanctions seront prises par un tribunal judiciaire », explique le commandant divisionnaire. Le problème reste majeur. Toutes les enquêtes ne sont pas traitées et cela pose un problème pour les victimes.

Quand les drames ont embrasé la France

Parmi les nombreux refus d'obtempérer qu'il y a pu avoir ces dernières années, certains ont marqué la France. Le cas de Nahel Merzouk en 2023 est un bon exemple. Pour rappel, le jeune de 17 ans, a été tué à Nanterre par un policier après qu'il a tenté de fuir à la suite d'un contrôle. Avec plus d'une dizaine de refus d'obtempérer à son actif, des vols répétés ou encore une conduite sans permis, Nahel était bien connu des services de police. Le

policier a quant à lui été mis en examen pour meurtre.

Par la suite, de nombreuses marches blanches et manifestations ont eu lieu pour rendre hommage à Nahel. Ces dernières ont fait le tour des médias et ont suscité l'attention du plus grand nombre de personnes. L'IGPN, a proposé le conseil de discipline pour le policier, jugeant l'usage de son arme comme « disproportionné ».

Le lien entre la plupart des refus d'obtempérer reste similaire. Conduite sans permis, en état d'ivresse ou encore sous l'emprise de stupéfiants. « Ils savent qu'ils ne craignent rien. La sanction pénale est anecdotique. », dévoile Yoann Maras, délégué national d'Alliance Police Nationale. Parfois, la peur de la police prend le dessus. Les jeunes, majoritairement issus de quartiers populaires, craignent la police et se sentent obligés de fuir les forces de l'ordre pour échapper à quelconque contrôle voire à des violences. Ça a été le cas de Zied Benna et Bouna Traoré en 2005.

Pour rappel, les deux jeunes ont tenté d'échapper à un contrôle de police. Ils se sont réfugiés dans un transporteur

électrique, qui a pris feu. Ils n'ont pas survécu, de nombreuses marches blanches de soutien ont par la suite accompagné les familles des victimes. La police est montrée du doigt, des slogans « mort pour rien » sont brandis et ils se retrouvent au cœur des accusations.

« Un petit ange parti trop tôt »

Les réseaux sociaux ainsi que les médias ont une part très importante dans la propagation d'informations.

Certaines affaires font plus parler que d'autres et les médias se frottent les mains. Lors de « l'affaire Nahel », toute la France a été impactée de près ou de loin. Le footballeur Kylian Mbappé a lui-même pris la parole sur son compte Instagram en laissant un message de soutien à la famille. Une phrase a été mise en avant : « Un petit ange parti trop tôt ». Une citation qui a agité le corps politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

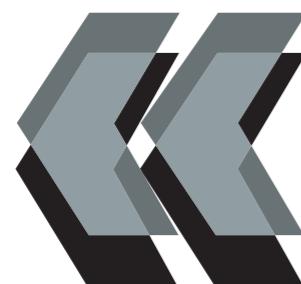
« Les réseaux sociaux peuvent nuire à l'image de beaucoup de choses mais peuvent aussi s'avérer d'excellents lanceurs d'alerte. Ils sont également utilisés comme moyen de communication par la police nationale », révèle la commissaire du commissariat du IX^e arrondissement. « Il est important

d'agir en ayant conscience que toutes les actions peuvent être filmées, détournées, interprétées », explique Matthieu Vitado. Lorsque des personnalités publiques prennent la parole, c'est pour transmettre des messages. Quand une personnalité de la notoriété de Kylian Mbappé en laisse passer, c'est toute une communauté qui est au courant.

La confiance police-population est en berne. Selon une enquête réalisée par Ipsos entre octobre 2024 et janvier 2025, plus de 70% des personnes se disent en confiance en présence de la police ou de la gendarmerie. Un nombre qui est divisé en deux catégories, ceux qui ont eu affaire à un bon contrôle, sans dérapage, et à l'inverse ceux qui ont été victimes de violences physiques ou de discrimination.

Entre fermeté et désarmement

Au sein du spectre politique français, les avis divergent. La tolérance zéro, les peines aggravées, l'acceptation de l'idée que la police doit être équipée d'armes sont des positions associées à la droite. « L'arme de service est indispensable, les individus violents sont de plus en plus souvent armés », estime Matthieu Vitado.



Il faut des décisions judiciaires plus fermes. Un changement de conscience où les délinquants sont vus comme responsables et non les policiers.

YOANN MARAS, DÉLÉGUÉ NATIONAL
DU SYNDICAT ALLIANCE POLICE NATIONALE





Le message «Minorité de policiers violents et racistes = majorité silencieuse et complice» est brandi pendant cette manifestation à Paris pour dénoncer les actes violents de la Police Nationale.

CRÉDIT : MATHIAS REDING

À l'inverse, la gauche ou l'extrême gauche appellent la plupart du temps à des réponses mesurées plutôt qu'à l'escalade systématique. Ils mettent en lumière les contrôles au faciès ou encore des abus de pouvoir. Pour la France Insoumise, il faut désarmer et réduire considérablement l'usage des armes létales et recourir à des méthodes non-violentes lorsqu'il s'agit de maintenir l'ordre. « *Désarmer la police est criminel, nous sommes devenus une cible depuis 2015* », confie Jean-Christophe Couvy, secrétaire national du syndicat Un1té. « *Aujourd'hui, le policier doit prendre une décision en une fraction de seconde et son action pourra avoir une conséquence sur le reste de sa carrière, de sa vie de famille. Comment protéger les citoyens si nous sommes désarmés ?* » se questionne-t-il.

« *Aujourd'hui, on fait tout pour ne pas incarcérer les gens. Vous avez un réel sentiment d'impunité. Quand vous commettez 20, 25 délits, que vous êtes interpellé 25 fois et que vous n'avez jamais mis un pied en*

prison... Comment voulez-vous arrêter un gamin ou un jeune majeur qui n'a eu aucune sanction, à part trois travaux d'intérêt général ou trois stages de citoyenneté ? Mes collègues continuent malgré tout à faire face, mais ils ont l'impression de vider l'océan à la petite cuillère », expose Yoann Maras.

Quand nos voisins autorisent ce que la France interdit

La France tolère certaines législations qui ne sont pas identiques chez nos voisins. Au Royaume-Uni, la police dispose de pouvoirs d'arrestation, de fouille ou encore de maintien de l'ordre. Cependant, le « contact tactique » y est autorisé. Cela consiste à autoriser la police et les forces de l'ordre à toucher les véhicules en situation de délit pour les freiner et les intercepter. Une mesure qui fait débat en France.

« *En Angleterre, depuis des années, les fonctionnaires de police ont l'autorisation de faire du contact tactique. Et les résultats sont là : les refus d'obtempérer ont drastiquement baissé depuis*

qu'ils appliquent le contact tactique. Parce que si vous êtes à moto et que vous savez que le véhicule de police peut venir toucher votre roue arrière alors vous vous arrêtez », explique Yoann Maras, s'appuyant sur les rapports du Département des transports Britanniques.

L'objectif est d'interpeller un individu jugé dangereux sans mettre en péril sa vie ou alors de limiter les risques graves. Cette méthode est soumise à des contrôles internes et à des formations des forces de l'ordre. Aux États-Unis, la situation est encore différente. Les règles ne sont pas les mêmes, en fonction de l'État dans lequel on se situe. L'usage de la force par la police est encadré par des lois, des « use-of-force policies », des jurisprudences telles que les droits constitutionnels, le 4ème et le 14ème amendement, ou encore des décisions judiciaires. L'application de ces lois reste très irrégulière, ce qui entraîne des débats intenses.

La police américaine a plus souvent le droit d'avoir recours à des armes létales, notamment des pistolets et des fusils... contrairement aux pays européens. Beaucoup d'affaires aux États-Unis concernent des morts, des blessés graves à la suite d'interpellations policières ou de contrôles houleux. Cela alimente donc des critiques, des manifestations. Ça a été le cas en 2020 après le décès de George Floyd. Le mouvement « Black Lives Matter » a alors pris une ampleur internationale.

« *Il faut des décisions judiciaires plus fermes. Il faut un changement de conscience où les délinquants sont vus comme responsables et non les policiers* », estime Matthieu Vitado. La route est encore longue pour apaiser les tensions. Mais entre formations renforcées, sanctions dissuasives et dialogue renouvelé, des solutions existent. À condition que chacun, policiers, magistrats, citoyens et politiques acceptent enfin de faire un pas vers l'autre. ■

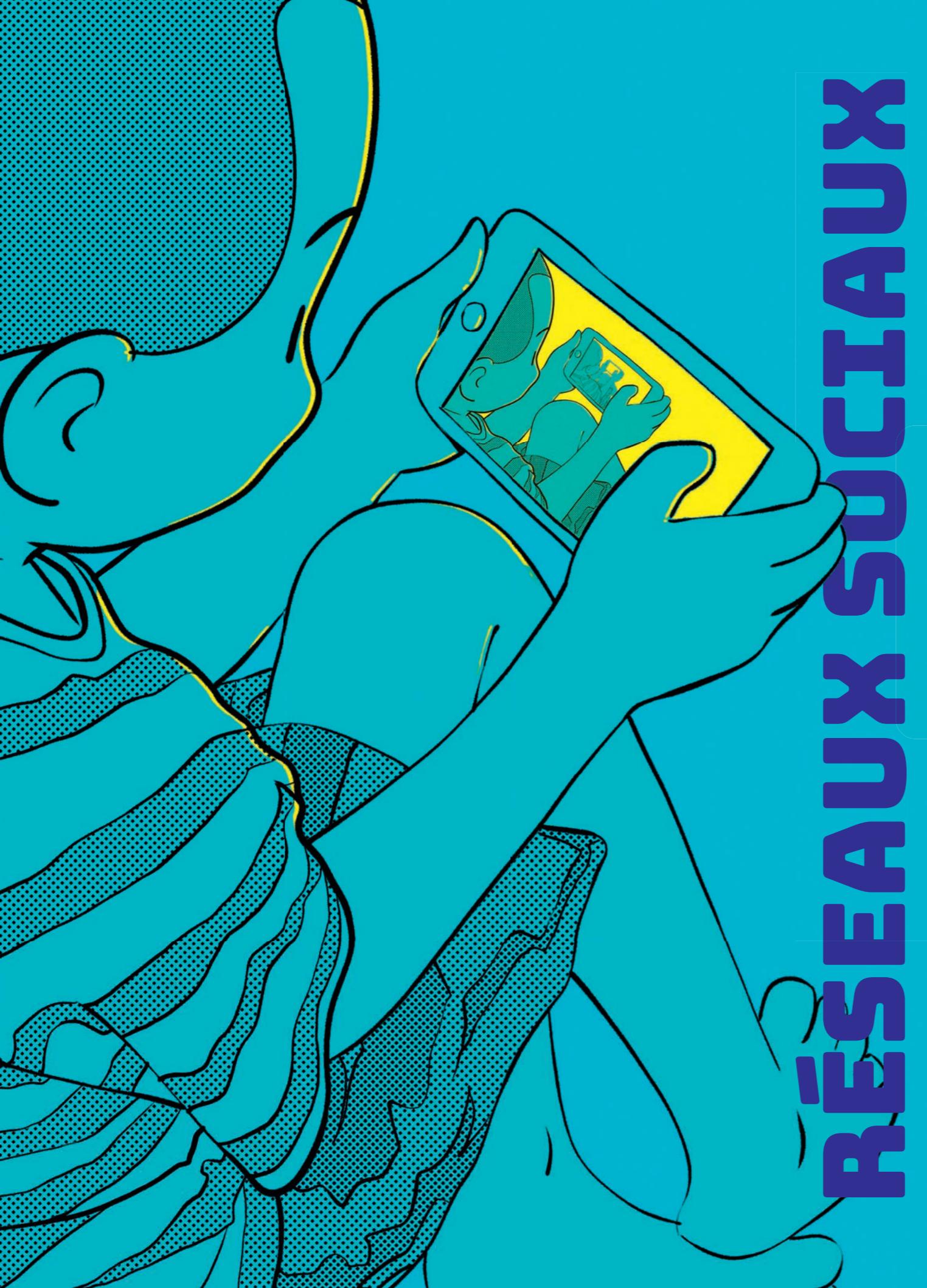
Les forces de l'ordre au cœur de l'action entraînent de faire barrage aux manifestants juste en face de l'Arc de Triomphe.

PHOTO A DROITE CRÉDIT : ALOTROBO

Désarmer la police est criminel, nous sommes devenus une cible depuis 2015.

Jean-Christophe Couvy,
secrétaire national du syndicat Un1té.





RÉSEAUX SOCIAUX

LA LÉGISLATION PEUT-ELLE VRAIMENT PROTÉGER LES MINEURS ?

Une proposition de loi promet un contrôle strict de l'accès aux réseaux sociaux pour les moins de 15 ans. Ambitieuse, cette réforme se heurte pourtant à des obstacles techniques majeurs et soulève des inquiétudes sur la protection des libertés ainsi que son ejacit. **ROMANE LEGROS**

L'explosion de ces usages, et les risques qui les accompagnent, ont conduit le gouvernement et plusieurs parlementaires à soutenir une nouvelle proposition de loi (PPL) visant à mieux encadrer l'accès des mineurs aux réseaux sociaux. Étudiée par l'Assemblée nationale le 18 novembre 2025, elle est renvoyée à la commission des affaires culturelles et de l'éducation.

Le texte entend frapper fort : contrôle d'âge renforcé, activation automatique du contrôle parental pour les

moins de 15 ans, couvre-feu numérique et interdiction d'accès aux plus jeunes à certaines plateformes. Autant de mesures censées répondre à une pression sociale grandissante, alimentée par les affaires de cyberharcèlement, les problématiques de dépendance ou l'explosion précoce à des contenus violents ou à caractère sexuel.

Un arsenal inédit pour encadrer les plateformes

Ce nouveau texte introduit une limite d'âge claire. Certaines plateformes seraient interdites aux mineurs de moins de 15 ans. Ce qui mettrait fin au système actuel dans lequel les réseaux sociaux se contentent d'un âge minimal « recommandé » de 16 ans. Pour vérifier l'âge des utilisateurs sans collecter de données sensibles, les parlementaires proposent un dispositif inédit : un acteur tiers indépendant devra confirmer la majorité ou la

minorité sans jamais révéler l'identité de la personne à la plateforme.

Tout mineur souhaitant créer un compte verrait le contrôle parental s'activer automatiquement. Le gouvernement estime qu'une telle mesure permettrait une meilleure supervision des usages numériques. Il prévoit également la possibilité d'imposer des plages horaires durant lesquelles les mineurs ne pourraient plus accéder aux réseaux sociaux, dans une logique de protection de la santé et du sommeil. Une loi ambitieuse mais dont l'application dépend de mécanismes techniques loin d'être fiables.

Mais il est important de rappeler qu'un dispositif de contrôle d'âge existe aujourd'hui pour les sites pornographiques. Le législateur français, régule le contrôle d'accès aux sites, et en cas de non-conformité de la loi, ces derniers sont fermés depuis le 15 juillet 2025 comme YouPorn ou Pornhub. Suspendus par l'ARCOM (autorité publique française de régulation de la communication et numérique) à cause d'un manque de contrôle de l'âge comme imposé par la loi, ils sont 17 à être fermés.

C'est l'un des points les plus problématiques du débat : la loi prévoit le contrôle de l'âge par un tiers alors que ce devrait être aux plateformes directement de réguler l'âge des utilisateurs par un contrôle de carte d'identité, par exemple. Aujourd'hui, les plateformes utilisent déjà différents dispositifs : déclaration d'âge, analyse

CREDIT : CDD20/PIXABAY

Un enfant est absorbé par l'écran de son téléphone. La proposition de loi du 18 novembre 2025 vise à encadrer l'accès et l'exposition d'usagers souvent trop jeunes afin de les protéger des excès présents sur les réseaux sociaux.

76%

Il s'agit du pourcentage d'enfants de 11 à 12 ans qui utilisent régulièrement les réseaux sociaux.

ENQUÊTE RÉALISÉE PAR HEAVEN AVEC L'ASSOCIATION GÉNÉRATION NUMÉRIQUE.

automatique des visages mais tous ces outils présentent de sérieuses limites. Ces systèmes déclaratifs sont facilement contournables. Si un compte est fermé à cause d'un doute sur l'âge, il est facilement possible d'en créer un nouveau en quelques clics.

Le scan des documents officiels est considéré comme trop intrusif et incompatible avec les contraintes du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). Adopté en 2016 et appliqué depuis 2018, le RGPD impose des garanties qui s'opposent à certaines mesures prévues par la PPL quant à la vérification d'identité.

Cette PPL pourrait difficilement être applicable et efficace en l'état pour

Maître Rainio, avocat spécialisé en droit du numérique, du travail et des affaires, il « ne s'attaque pas directement à la racine du problème : la production et la diffusion de contenus illicites ou dangereux ». En l'état cette PPL ne pourrait avoir un réel impact, mais ce n'est qu'une question de volonté de l'État de contraindre les plateformes : faire appliquer une limite d'âge et encadrer les contenus diffusés. Il s'agit donc, pour les pouvoirs publics, d'assumer un rapport de force clair avec les plateformes afin de transformer une intention politique en protection concrète.

Ces mesures évoquées par la proposition de loi, sont accompagnées d'un délit : de « négligence numérique » à

l'encontre des parents. « L'objectif de ce délit reste préventif et non de sanctionner les parents mais, en suivant cette logique, comment une loi peut-elle être contraignante si même son délit est préventif ? » s'interroge Maître Rainio. De ce fait, les plateformes devraient être sanctionnées et non les parents. C'est au gouvernement français de mettre la pression aux plateformes. Ainsi, si les plateformes sont responsables de contrôler l'âge de leurs utilisateurs, c'est également à elles d'être sanctionnées en cas de non-conformité de la loi par des amendes.

Une efficacité contestée : une jeunesse experte en contournement

Même si la loi voyait le jour, rien ne garantit qu'elle atteindrait son objectif. Faux comptes adultes, VPN, fausses déclarations, second téléphone ou encore comptes partagés : les mineurs font preuve d'ingéniosité. Pour certains, la véritable solution réside dans l'éducation au numérique avec une explication des risques et un accompagnement parental. La loi, seule, ne remplacera pas un travail de fond avec les jeunes.

Aujourd'hui, il suffit juste de mentir sur l'année de naissance et la vérification de l'âge lors de l'inscription reste majoritairement déclarative. En ce qui concerne l'utilisation des VPN, Virtual Private Network, en français réseau privé virtuel, ils permettent de masquer la localisation réelle de l'internaute et ainsi d'échapper aux contraintes d'un pays en donnant un lieu de localisation fictif. Pour profiter de ce type de services, il suffit de s'abonner à une des plateformes qui en proposent (NordVPN, CyberGhost, ProntonVPN...) avec une carte bancaire et le tour est joué.

Pour certains parents d'élèves, cette mesure peut paraître réconfortante à l'idée que leurs enfants ne pourront pas créer de compte seuls mais pour Sarah G., mère de deux enfants en primaire et présidente de l'association de parents d'élèves de leurs écoles, « cette mesure ne suffit pas car tout repose encore sur les parents au lieu de s'en prendre directement aux plateformes ».

Les méthodes envisagées par la PPL, présentent toutes « des failles

importantes et des risques pour la vie privée avec la collecte massive de documents d'identité de mineurs », constate Timo Rainio. La popularité de la mesure dans l'opinion contraste avec son application incertaine. Certains voient ce texte comme une charge politique plutôt qu'une solution concrète. ■

QUE DIT LA LOI ?

Depuis 2022, la France a renforcé son contrôle pour empêcher certains mineurs d'accéder aux sites pornographiques.

Les plateformes doivent désormais mettre en place une vérification d'âge « efficace » sous peine d'être bloquées par l'ARCOM. En pratique, cela signifie qu'un simple bouton « j'ai plus de 18 ans » n'est plus suffisant. La loi vise à imposer des solutions plus robustes : contrôle par des intermédiaires d'identité, intermédiaires de confiance ou des systèmes techniques certifiés. Selon une étude de l'ARCOM, publiée un an après la loi, 2,3 millions de mineurs consultaient chaque mois des sites pornographiques, ce qui représente 30%. Bloquer des sites entiers, comme mesure de dernier recours prévue par la loi, se révèle complexe mais efficace car 17 sites ont déjà fermé en France.

PORNOGRAPHIE...



EN CORSE, LE PARADOXE DE L'ÉNERGIE WATT? SO WATT?



La Corse compte sept barrages hydroélectriques, dont celui de Calacuccia, en fonctionnement depuis décembre 1968.

La Corse compte encore beaucoup sur ses deux centrales thermiques pour produire son électricité malgré le potentiel de l'île en termes d'énergies renouvelables. Ces dernières se développent mais restent encore partiellement inexploitées. La Corse n'est d'ailleurs pas autonome puisque reliée par des câbles à l'Italie.

FLORENT THOMAS DIT LOVATIER

Une île ensoleillée au milieu de la Méditerranée qui produit son électricité avec des centrales... thermiques. C'est le paradoxe de la Corse. Si sa production électrique repose de moins en moins sur les énergies fossiles, ces dernières en représentent encore environ le tiers. Leur stabilité et leur coût sont les deux arguments principaux qui jouent en leur faveur face aux renouvelables.

La production d'électricité en Corse repose sur un trépied énergétique selon Xavier Nesa, ancien secrétaire général de la CGT énergie de l'île. C'était en tout cas l'objectif de la PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie), révisée en mars 2023. Les fossiles, les renouvelables et les interconnexions via l'Italie représentant un tiers chacun.

En ce qui concerne la part des deux centrales thermiques corses, celle de Vazzio, qui fonctionne encore au fuel lourd, doit être remplacée par la nouvelle centrale de Ricanto. Elle doit ouvrir en 2028, 14 ans en retard, et fonctionnera aux biocarburants, censés être moins polluants. L'autre centrale thermique de Lucciana doit, elle, y être convertie.

Ce choix a d'ailleurs été contesté par plusieurs associations écologistes dont A Sentinella. Son président Dominique Lanfranchi privilégiait une conversion au gaz naturel, qui « n'émet pas de microparticules », contrairement aux biocarburants. « Il nous semblait que dans la transition écologique c'était le meilleur compromis possible. Dès qu'il y a combustion, il y a microparticules sauf pour le gaz naturel. »

En Corse, il n'y a pas assez de fond pour poser des éoliennes o~ -shore.

**DOMINIQUE LANFRANCHI,
PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION
A SENTINELLA**



délester le réseau en cas de déficit de production ou bien compenser cet apport manquant grâce aux interconnexions et aux centrales thermiques. Le cas de la Corse est particulier puisqu'elle n'est pas reliée au réseau national à l'image des territoires et départements d'outre-mer français comme la Guadeloupe ou encore la Réunion.

L'hydraulique, la solution idéale ?

La seule énergie renouvelable non intermittente déjà utilisée en Corse est l'hydraulique. Dominique Lanfranchi y voit une « solution d'avenir ». Aujourd'hui, sept barrages hydroélectriques sont en fonctionnement en Corse. Ils représentent environ 20 % de la production énergétique de l'île selon Mathieu Cannata, chef de groupe de l'usine hydroélectrique d'EDF en Haute-Corse (Castirla). La rentabilité de chaque barrage peut atteindre des décennies, ce qui raffrodit souvent les pouvoirs publics tant l'investissement nécessaire à la construction d'un tel ouvrage est massif.

La Corse a encore le potentiel de construire de nouveaux barrages mais Mathieu Cannata tempère en affirmant que « les sites les plus pertinents sont déjà équipés. Il faut trouver le modèle approprié à la fois sur les aspects techniques et de rentabilité de la production ». Le but est que ce soit « un outil qui serve au système, qui s'intègre dans l'environnement avec les contraintes qu'on peut avoir quand on construit un barrage », précise-t-il.

Le deuxième tiers de la production énergétique de l'île est assuré par deux câbles reliant la Sardaigne à la Corse (SARCO), et même à l'Italie continentale pour le second (SACOI). Ces interconnexions permettent à l'île de disposer d'une production électrique stable et fiable, davantage que l'éolien et le photovoltaïque. En cas de problème sur le réseau italien, la Corse peut compenser une grande partie du manque d'électricité par des générateurs de secours, déjà utilisés lors du clash énergétique de 2005.

Les limites de l'éolien et du photovoltaïque

Les renouvelables représentent le dernier tiers, une proportion pas à la hauteur compte tenu des objectifs de 40% de la production d'électricité dictés par la PPE de 2023. Ces énergies

n'ont d'ailleurs pas toutes les mêmes qualités et défauts. « Pour qu'une éolienne soit rentable, il faut qu'il y ait un taux de vents relativement constant, tous les endroits en Corse ne le permettent pas. » Le cap Corse paraît pourtant représenter un espace idéal pour installer des éoliennes. Cette région nordique de l'île est coincée entre les eaux sans qu'aucun massif montagneux ne puisse atténuer la puissance du vent marin.

Le président de l'association A Sentinella précise que la réticence de la population n'est pas uniquement due au bruit ou à la taille des éoliennes dans le paysage. La « raison essentielle est le massacre des oiseaux, notamment des rapaces. » Dominique Lanfranchi assure qu'il n'y a « pas assez de fond pour poser

des éoliennes off-shore » (dans la mer). Ces installations ne sont de toute façon pas idéales pour l'environnement. « Elles posent d'énormes problèmes puisqu'elles ont des répercussions sur la réserve halieutique et les équilibres des cétacés » à cause du « bruit sous-marin émis. »

À l'inverse, le photovoltaïque s'est beaucoup développé en Corse depuis 25 ans et représentait même 23 % de la production totale de l'île en 2021 (221,5 MW contre 0,19 à l'an 2000) selon un rapport de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) de Corse. Mais c'est une énergie dite « fatale », qui « peut à tout moment rompre l'importance de sa production, s'il y a un passage nuageux par exemple », poursuit le président de

l'association A Sentinella. Le photovoltaïque, comme l'éolien, a un autre problème : c'est une énergie intermittente. C'est pourquoi EDF Corse ne peut pas se reposer uniquement sur ces deux solutions. Dans leur cas, dès que de l'électricité est produite, elle est presque immédiatement injectée au réseau de l'île, sans stockage possible. L'ancien secrétaire général de la CGT Énergie Corse précise qu'il est nécessaire de disposer d'une « production de base disponible et piloteable », à tout moment, ce que ne permettent pas l'éolien et le photovoltaïque.

C'est la principale limite de ces deux énergies renouvelables. EDF peut aussi

“ L'énergie hydraulique est facile à gérer donc quand on décide de s'en servir, on le peut quand on le veut.

**XAVIER NESI,
ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA CGT ÉNERGIE CORSE**



Il existe actuellement trois parcs éoliens sur l'île dont deux au Cap Corse.

Le chef de groupement d'usines hydroélectriques de poursuivre : « *Ce sont des ouvrages qui nécessitent beaucoup de travaux et d'investissements mais derrière la qualité de l'énergie* » est grande. « *Il faut voir un système global avec un aspect technico-économique qui marche mais aussi voir tous les autres impacts que peuvent avoir nos aménagements, qu'on ne s'arrête pas juste à une question de longueur de rentabilité.* »

Xavier Nesa plaide également pour le développement de l'hydraulique car « *c'est une énergie qu'on peut stocker à triple vocation* » : produire de l'électricité, arroser les cultures l'été et « *la plus importante des trois, le stockage d'eau potable pour les populations.* » Une réserve qui pourrait être vitale dans le futur à cause des sécheresses provoquées par le réchauffement climatique. Cette énergie est « *facile à gérer donc quand on décide de s'en servir pour produire de l'énergie, on le peut quand on le veut.* »

Un nouveau modèle de barrage plus vertueux

Dominique Lanfranchi assure que deux projets de barrages ont été

conceptualisés mais jamais réalisés, ceux de Liamone et Olivese. Le président de l'association A Sentinella milite pour leur construction et la conversion d'autres ouvrages au modèle STEP (stations de transfert d'énergie par pompage).

Ce système nécessite la présence de deux barrages non loin l'un de l'autre, comme ceux de Tolla et Ocana par exemple. Une STEP fonctionne en circuit fermé. « *Son principe marche sur une double retenue d'eau : l'eau du bassin supérieur situé en amont est turbinée aux heures de très forte consommation, puis recueillie dans une retenue en aval. La retenue supérieure constitue donc une retenue d'énergie* », explique EDF sur son site internet.

De cette façon, l'eau n'est pas redirigée vers la mer et perdue mais est « *remontée grâce à l'énergie solaire, ce qui veut dire que le photovoltaïque se transforme en énergie hydraulique, c'est un concept vertueux* », synthétise le président de l'association A Sentinella, qui avance même, que ce système a le potentiel de générer

autant voire davantage d'électricité qu'une des deux centrales thermiques corses actuellement en activité. « *Un projet de la sorte est en prévision dans la PPE mais la Commission de la régulation de l'énergie n'a pas encore financé cette STEP. Pour la Corse, je crois qu'il faudrait multiplier ce type d'ouvrage* », appuie-t-il à nouveau.

Une augmentation de la demande

La demande en électricité de la population corse est de plus en plus importante et pour cause cette dernière augmente chaque année. Xavier Nesa explique qu'en 20 ans, 30 000 personnes de plus se sont installées à

« *Le parc électrique est dimensionné pour une époque que l'on ne vit plus, pour un climat qui a totalement changé.* »

XAVIER NESA,
ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA CGT ÉNERGIE CORSE

Ajaccio. « *On a une croissance d'énergie qui dépasse les 1 % tous les ans malgré toutes les politiques de maîtrise de la demande d'énergie et de rénovation du bâti.* »

Entre 2000 et 2021, la production du parc électrique de l'île a plus que doublé, passant de 475 MW (mégawatts) par an à 984 MW, selon un rapport de la DREAL Corse, publié en 2022. La demande en énergie ne devrait faire qu'augmenter dans les années à venir puisque la flotte automobile continue de s'électrifier, même chose pour les ports.

La consommation se concentre maintenant plus sur la période estivale, ce qui n'était pas le cas il y a encore quelques années. Les climatisations tournent à plein régime l'été, davantage que les radiateurs l'hiver en tout cas. Xavier Nesa confirme qu'il « *y a une demande qui s'est inversée par rapport à ce qui existait il y a 20 ans. La pointe de demande d'énergie était aux alentours du mois de janvier et aujourd'hui c'est à la fin du mois d'août, lorsque les barrages sont moins pleins. Le parc est dimensionné pour une époque que l'on ne vit plus, pour un climat qui a totalement changé.* »

La tentation du réacteur nucléaire

Pour faire face à cette demande d'énergie grandissante, un petit réacteur nucléaire pourrait être pertinent pour assurer l'autonomie énergétique de la Corse d'ici 2050, comme le vise la

collectivité de l'île. Mais de nombreux obstacles se dressent devant ce projet hypothétique. Une telle installation ne serait d'abord pas évidente à accepter pour la population. Dominique Lanfranchi estime que « *tout le monde sera d'accord mais que personne n'en voudra à côté de chez soi.* »

Un membre du comité de direction d'EDF Corse, qui a souhaité être anonymisé, rappelle que « *le nucléaire est quand même assez bien maîtrisé en France. On a 58 réacteurs, une autorité de sûreté et un programme de prolongation de leur durée de vie.* » Mais il botte en touche quant à la possibilité d'installation d'un petit réacteur en Corse : « *il n'y a pas de petit EPR qui alimente une île, ça n'existe pas.* » Il faudrait d'abord « *un peu de démonstration avant d'imaginer quelque chose en Corse et s'assurer que ça fonctionne.* »

Le manager d'EDF de préciser dans quelles mesures sont utilisés ces petits EPR : « *Ça sert à alimenter les zones industrielles, la chaleur produite est acheminée vers les villes. Nous, on n'a pas vraiment de zone industrielle suffisamment développée pour pouvoir être alimentée par un petit réacteur nucléaire.* » Une chose est sûre, la PPE ne le prévoit pas. « *Le retour d'expérience en France est vraiment très maigre. On n'a pas d'expérience sur de petits réacteurs nucléaires qui alimenteraient de petites villes ou éventuellement de petits départements* », prévient ce membre d'EDF Corse.

Il n'y a pas de petit EPR qui alimente une île, ça n'existe pas.

UN MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION D'EDF CORSE

Xavier Nesa évoque lui un tout autre problème, celui de l'adaptation du réseau électrique corse à un réacteur de ce type. « *Ce n'est pas possible parce que le réseau est construit de manière à avoir plusieurs portes de production et de distribution. Concentrer un EPR, même de 1 000 MW à un seul endroit, voudrait dire qu'il faudrait reconstruire tout le réseau. Ce n'est pas viable techniquement. Il vaut mieux développer plusieurs points d'injection en fonction de l'implantation des populations.* »

La Corse s'est fixée l'objectif d'être autonome énergétiquement d'ici 25 ans, plusieurs chemins existent pour y arriver, notamment celui du renouvelable. Dans cette période de sobriété, la demande électrique de la population ne fait pourtant qu'augmenter. De grands défis attendent les gestionnaires du réseau énergétique corse, d'autant que l'arrêt de l'utilisation du gaz de ville est prévu pour 2038. ■

La centrale photovoltaïque de Bastelicaccia, près d'Ajaccio, a nécessité un investissement de départ de 15 millions d'euros. Inaugurée en 2013, ses 20 000 panneaux desservent 6 000 foyers alentours.



D'un rouge finement poudré, ces filaments sont des stigmates de safran.

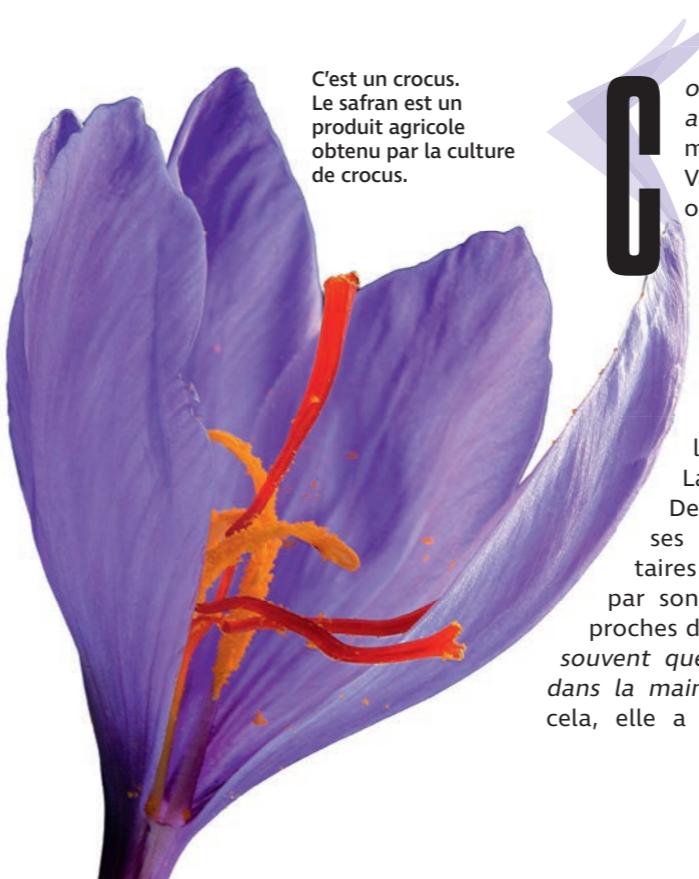
Pâtes alimentaires ou safran

...

Ces pâtes alimentaires sont produites par Caroline Petit-Vandervoerde en Seine-et-Marne.

CREDIT MOHAMMAD AMIRI
CREDIT CHLOÉ GARNIER

... les fermiers innoveront pour leur survie



C'est un crocus. Le safran est un produit agricole obtenu par la culture de crocus.

Comment êtes-vous donc arrivée jusqu'à moi ? », m'interroge Caroline Petit Vandervoerde au moment où je passe la porte de son atelier. Je réponds que je l'ai rencontrée lors de sa venue au marché de ma ville. Dans le nord de Seine-et-Marne, à Varreddes, Caroline Petit-Vandervoerde a lancé sa propre boutique La Ferm'Meaux Pâtes. Depuis 2020, elle prépare ses propres pâtes alimentaires avec le blé récolté par son mari dans les champs proches de la ville : « Nous disons souvent que nous travaillons main dans la main. », affirme-t-elle. Pour cela, elle a son propre local situé

dans leur cour, en face du hangar où se trouvent les machines agricoles de son compagnon.

« Ici, c'est comme à la maison, dès qu'on entre, on retire ses chaussures et on se lave les mains avant de s'approcher des pâtes. », dit-elle avec le sourire. Dans son atelier, elle est vêtue d'un tablier bleu marine, d'une charlotte et de sabots roses. La semoule de blé dur est utilisée uniquement pour le couscous et les pâtes alimentaires. En revanche, la farine de blé tendre se retrouve dans beaucoup plus de produits, comme les pâtisseries.

« Le département est mon premier client. »
Au moment de notre rendez-vous, la jeune femme est en train de préparer des pennes nature pour plusieurs collèges. En France, ces établissements relèvent de la compétence du département. Les cantines sont gérées en régie directe. Des marchés publics sont organisés tous les quatre

CREDIT BENYAMIN BOHLOUJI

Les fermes de petite taille tentent de créer un système basé sur la proximité. En Seine- et-Marne, plusieurs exploitations essayent de se démarquer en proposant des produits originaux. Caroline Petit-Vandervoerde produit ses propres pâtes alimentaires. Émeline et Julien Picard récoltent, eux, du safran et de la rhubarbe. **CHLOÉ GARNIER**



ans. Aujourd'hui, Caroline Petit-Vandervoorde s'occupe de plus d'une quarantaine de collèges sur le secteur de Meaux et de Chelles. « Les enfants affectionnent particulièrement les pâtes aux carottes. », me confie-t-elle.

Ces marchés publics sont d'une grande aide pour cette fermière. Ils garantissent des commandes régulières et prévisibles, protégeant ses revenus des fluctuations des prix du marché. Ces contrats couvrent un volume important. « Le département est mon premier client. C'est une question politique : tout le monde n'accepte pas mes produits. La région n'a pas retenu mes pâtes alimentaires. », admet la productrice déçue.

Lorsque vient la question de ses produits aux supermarchés, la productrice répond en riant : « Avoir des produits locaux permet aux grandes surfaces d'avoir une image de marque. C'est de la communication. Ils montrent qu'ils travaillent avec des agriculteurs locaux, qu'ils sont éthiques. Mais c'est avant tout pour leur image qu'ils font cela. », précise-t-elle en faisant des guillemets avec ses mains. Certaines enseignes acceptent ses pâtes alimentaires mais pas toutes : « Depuis plusieurs années, le Leclerc de Mareuil-lès-Meaux n'accepte pas mes produits. Alors que dans l'Aisne, à Château-Thierry, cela fonctionne beaucoup mieux. » commente-t-elle.

À une vingtaine de kilomètres de là, à Jouarre, une autre stratégie de diversification se dessine. Émeline et Julien Picard cultivent du blé, de l'orge, de la betterave et du chanvre. Ils possèdent 140 hectares autour de leur cour. La productrice m'ouvre les portes de leur atelier. Son mari nous rejoint après être descendu du tracteur.

La productrice m'explique qu'ils ont repris cette exploitation familiale et céréalière en 2014. Après avoir vu quelques reportages à la télévision, ils prennent la décision en 2017 de se diversifier en cultivant du safran. Deux ans plus tard, ils s'intéressent à la rhubarbe : « Nous voulions proposer des produits peu vus dans la région. », affirme l'agricultrice en regardant son compagnon avec le sourire.

De la dépendance aux marchés à la construction de communautés locales

Les marchés locaux permettent aux agriculteurs de vendre directement aux consommateurs leurs produits sans intermédiaire. Les producteurs s'assurent ainsi une rémunération plus élevée que via la grande distribution. Les ventes régulières réduisent

La diversification agricole est une stratégie adoptée par plus de 35 % des exploitations agricoles, selon l'INSEE.



la dépendance aux fluctuations des gros acheteurs. Certaines fermes renforcent leur viabilité avec leur présence aux marchés locaux.

Les producteurs de pâtes alimentaires, de safran et de rhubarbe m'ont affirmé moins se déplacer sur les marchés pour vendre leurs produits. Néanmoins, cela reste une étape essentielle au début de leur commercialisation : « C'est important de vendre ses produits sur les marchés au début pour faire connaître le produit et commencer à se constituer un réseau. », assure Émeline Picard.

Aujourd'hui, la productrice participe à deux marchés par mois. Elle se déplace aussi chaque année pour le salon de l'agriculture. « Nous sélectionnons soigneusement les événements pour cibler les plus rentables. Faire trop de marchés le week-end est épuisant, nous ne pouvons pas profiter de nos trois enfants. », justifie la productrice.

La diversification agricole est une stratégie adoptée par plus de 35 % des exploitations agricoles, selon l'INSEE. Ces modèles innovants, fondés sur la valorisation de produits locaux et originaux, représentent pour ces agriculteurs une stratégie de différenciation indispensable dans un secteur en pleine mutation. « Aujourd'hui, c'est compliqué d'être agriculteur sans se diversifier. », reconnaît Émeline Picard. ■



BEAUCOUP D'ÉCOUTES PEU DE REVENUS

LA MUSIQUE PAIE-T-ELLE
ENCORE LES ARTISTES ?

Dans les années 80, un disque vendu à 45 francs en rapportait en moyenne trois à l'artiste. Vendre plusieurs milliers d'albums pouvait suffire à générer un revenu confortable. Aujourd'hui, les ventes physiques se sont effondrées, remplacées par le streaming. Pour gagner l'équivalent avec un album dématérialisé sur les plateformes de streaming, il faut plusieurs dizaines de milliers d'écoutes. Ce phénomène a bouleversé l'économie musicale, surtout pour les artistes peu exposés. **SASCHA BEAUCÉ-BIAGGI**

A près des décennies de domination, les vinyles ont été progressivement remplacés par les CD, puis par les fichiers compressés au format MP3. La généralisation de l'ADSL autour de 2003 a accéléré cette transition en facilitant le téléchargement rapide de morceaux. Avant l'arrivée des services de streaming légaux, un vaste écosystème de streaming et de téléchargement illégal s'est installé, porté par les plateformes peer-to-peer (un partage de fichier en pair à pair), et les sites de lecture en ligne non autorisés. Ce n'est qu'ensuite que les offres de streaming légaux ont émergé, cherchant à reprendre le contrôle de sa distribution numérique.

L'économie actuelle du streaming repose sur des faits survenus au début des années 2000. À cette époque, l'industrie musicale affronte une crise sans précédent avec l'arrivée du téléchargement illégal qui fait exploser les modèles traditionnels. Sony, Universal, Warner et les labels indépendants enregistrent une chute de leurs chiffres d'affaires de 50% entre



©CHASE FADE, UNSPLASH

2002 et 2003. Entre 2000 et 2010, le marché mondial de la musique enregistrée perd plus de 60% de sa valeur, pour un secteur si florissant qui avait vu les majors companies vendre deux fois plus cher un produit bien moins onéreux à fabriquer : le CD.

Le téléchargement illégal a plongé l'industrie dans une crise majeure. Les ventes physiques s'effondraient, les artistes perdaient leurs revenus. Le streaming est alors apparu comme une alternative légale et simple d'accès, réduisant fortement le piratage. Mais il a introduit un système de rémunération très faible par écoute, qui creuse l'écart entre artistes très médiatisés et artistes émergents. Le streaming naît autour de 2004 et apparaît vite comme une solution miraculeuse. C'est une offre légale et accessible en illimité, compatible avec les usages numériques en plein essor

à l'époque. Spotify est créé en Suède en 2006, Deezer en France en 2007. Ces deux géants ont principalement relancé l'industrie musicale en amenant une puissance inédite, forçant le piratage à reculer.

Avec des abonnements à dix euros par mois, il n'a jamais été aussi simple d'écouter de la musique. Des millions de titres sont regroupés sur une seule plateforme, accessibles en quelques secondes. Le geste est devenu banal en rentrant dans notre quotidien. Pour autant, un paradoxe ressort, l'écart entre la valeur générée et la valeur perçue par les artistes n'a jamais été aussi grand.

Dans toutes les institutions musicales, que ce soient les studios, les labels, les bureaux de la SACEM (Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique) ... Un constat apparaît,



©MIKE YON, UNSPLASH

les artistes déjà confirmés qui captent l'essentiel des écoutes. Le système n'a pas été conçu pour soutenir la diversité. » Et les chiffres le confirment avec 1% des artistes les plus écoutés dans certains pays qui recevaient jusqu'à 90% des revenus du streaming en 2023. Sur 100 000 titres mis en ligne sur des plateformes de streaming, seuls 500 atteignent plus d'un million d'écoutes. Plus de 60% des morceaux sur Spotify ne dépassent pas 100 écoutes, six mois après leur publication. Ces chiffres, que peu connaissent, illustrent le fait que le streaming est une économie d'audience et non une économie de création. Ce qui compte le plus, ce n'est pas la qualité musicale de l'artiste mais la quantité de streams qu'il engendre.

Pourquoi les artistes gagnent-ils si peu ?

Quand un utilisateur écoute un titre, les plateformes comme Spotify ou Deezer enregistrent l'écoute, et rémunèrent les artistes en fonction de leur nombre. Ce revenu est généré grâce aux pubs, aux abonnements ou encore aux sponsors. Pour autant, entre l'écoute et le compte en banque de l'artiste, le chemin est long et semé d'embûches. Les plateformes accaparent une grande part du chiffre généré par l'artiste. Spotify

s'approprie aux alentours des 30%, Deezer 25% et Apple Music environ 15% car son modèle

est majoritairement publicitaire. Si les plateformes prennent une part, les labels aussi. Un auteur-compositeur qui signe dans un label accepte de toucher encore moins de revenus « artistes ». En moyenne, un label prend entre 50 et 70% des revenus engendrés sur les plateformes. Avec 60% dans la poche du label et 20% dans la poche de la plateforme, les artistes se retrouvent, en moyenne, avec seulement 20% des revenus qu'ils ont engendrés.

Sur Deezer, il faut environ 2,4 millions d'écoutes par an pour atteindre le SMIC, à condition de toucher la totalité des droits. Sur YouTube Music, où la rémunération est plus basse, on parle souvent de plusieurs dizaines de millions de vues pour obtenir un revenu équivalent. Cela montre que le streaming, seul, ne permet presque jamais de vivre de sa musique. Pour la SACEM, le cas est encore différent. Elle gère les droits d'auteurs au nom des artistes pour engendrer plus de revenus. Si lors d'une soirée publique vous diffusez de la musique, vous devez payer l'organisme français collecteur des droits d'auteur. Cela permet aux

organisateurs de diffuser la musique qu'ils souhaitent, tout en gonflant les revenus de la SACEM et donc de l'artiste. Pour autant, la part qui revient aux artistes dépend des accords de licence conclus au préalable avec les plateformes.

« Sur un million de streams, beaucoup imaginent que l'artiste va gagner des milliers. Alors qu'en réalité un million de streams rapportent souvent 3000 euros. Après partage, l'artiste se retrouve à peine avec 500 euros. », explique Ludmael, artiste émergent signé dans le label BDN. Ce montant suffit rarement aux auteurs-compositeurs pour couvrir les frais de studio, de mix, de clip ou encore de promotion. Tom Rocher, artiste indépendant engendrant 30 000 streams par mois, raconte qu'avoir « une moyenne de 30 000 streams par mois c'est incroyable, mais finalement je gagne à peine 100 euros. C'est loin de payer mon ingénierie son, donc tout ce qui est pour la communication ou les clips je n'ose même pas en parler. »

La SACEM, ce n'est ni un label ni un syndicat, c'est une société d'auteurs qui défend les intérêts d'artistes en tous genres et collecte les revenus issus de l'exploitation des œuvres. Lyne Tastet, représentante de la SACEM, explique que « contrairement à ce que beaucoup pensent, la SACEM ne fixe pas de taux de rémunération par stream. On négocie avec les plateformes pour obtenir les meilleures conditions pour les artistes malgré le cadre législatif qui nous bride beaucoup. »

Des enjeux pour de meilleures conditions

Grâce aux efforts des sociétés d'auteurs comme la SACEM et à la prise de pouvoir des plateformes, l'Europe agit. En 2019, la « Directive Copyright » entre en vigueur, imposant transparence, partage équitable, renégociation des contrats et responsabilité accrue des plateformes. En 2023 passent le DSA (Digital Service Act) et le DMA (Digital Markets Act), pour lutter contre les fraudes aux streams, forcer la transparence algorithmique, encadrer les pubs et protéger la diversité. Aujourd'hui, les plateformes subissent plusieurs fraudes. Certains catalogues génèrent

LES CONCERTS

Aujourd'hui, le concert est l'une des rares sources de revenus directs pour les artistes. Les billets peuvent paraître chers mais ils incluent les coûts importants de production comme la location de la salle, les techniciens, le personnel... Pour beaucoup d'artistes, un concert complet rapporte bien plus qu'un million d'écoutes en streaming. Le live est donc devenu central dans un modèle où l'écoute numérique paie très peu.

des millions de streams via des bots : ces « fermes à streams » faussent les classements et génèrent des revenus énormes. S'ajoute l'essor des IA, permettant de créer singles et albums en quelques minutes. En combinant ces deux fraudes, il devient très facile de générer des revenus sans effort.

Pour « contrer » ce problème, « l'AI Act » est appliqué depuis février 2025. Ce texte oblige les plateformes à identifier les œuvres générées par IA pour ne pas tromper le consommateur. Ces créations musicales automatisées peuvent rester sur les plateformes de streaming, mais doivent être reconnues et surtout ne pas dépasser la limite du plagiat comme on a pu le voir avec des mash-up d'artistes faits par IA. La représentante de la SACEM raconte que « l'invasion de contenus générés par IA pourrait être catastrophique si elle n'est pas contrôlée. » Si les plateformes de streaming saturent de musique produite par des intelligences artificielles, la valeur des artistes risque dangereusement de s'effondrer.

En 2023, Deezer annonçait une révolution dans le modèle financier de l'industrie musicale. Les artistes vérifiés et suivis par une communauté d'utilisateurs réels seront rémunérés davantage pendant que les « bruits, sons d'ambiance et musiques générées par IA » seront dévalorisés. Les écoutes frauduleuses ne seront pas comptabilisées, ce qui permettra aux artistes dans les classements de mériter leur place. « Nous avons doublé la valeur du stream pour les artistes reconnus même si, soyons honnêtes, un stream reste un stream. Le streaming est loin d'être une solution miracle pour l'équité. », annonce Claire Bouvier, membre du conseil d'administration de Deezer France.

Spotify, plateforme dominante, défend un modèle de recommandation personnalisée et assure que « le pro-rata fonctionne, la concurrence est saine. » Pour autant, certains responsables admettent en privé que « la pression des labels est forte et modifier le modèle reviendrait à bouleverser toute l'économie de la plateforme. » YouTube représente un paradoxe pour l'industrie musicale. Avec 2,6 milliards d'utilisateurs actifs mensuels, c'est la plateforme la plus massive du monde, mais elle offre l'une des rémunérations par écoute les plus faibles du marché. Sur YouTube Music, les artistes touchent environ 0,0014 € par écoute, soit entre 700 et 1 400 € pour un million de streams. Cette rémunération a quadruplé depuis 2017, passant de 0,60 dollar à 4,80 dollars pour 1 000 écoutes en 2024.

Une véritable mine d'or

Le système Content ID constitue la vraie révolution de YouTube pour les artistes. Cette technologie scanne

automatiquement toutes les vidéos téléchargées pour détecter l'utilisation de chansons protégées. Jusqu'en décembre 2024, YouTube a versé 12 milliards de dollars via ce système, avec plus de 90% des réclamations monétisées. Dès qu'un créateur utilise une musique protégée dans un vlog, un tutoriel ou une vidéo de fans, l'artiste peut placer des publicités et toucher les revenus associés. Cette monétisation indirecte s'avère souvent plus lucrative que le streaming pur.

Au total, YouTube a distribué plus de 70 milliards de dollars aux créateurs et artistes en trois ans. Pour les musiciens, la plateforme sert surtout de levier de promotion plutôt que de source directe de revenus. « Ce n'est pas que nous payons mal, c'est que notre modèle repose sur la publicité. Les taux sont plus bas mais l'audience est colossale », annonce Lyor Cohen, responsable global de YouTube Music en octobre 2025.

FAISAIT VIVRE LES ARTISTES

À l'époque où le streaming n'existe pas, la vente d'un album vinyle représentait la quasi-totalité des revenus pour les musiciens. Chaque disque écouté générait plusieurs euros de revenus directs pour l'artiste et son label, sans compter l'élan que provoquait une tournée ou un passage en boutique. L'objet avait un prix et une rémunération directe.

Avec l'arrivée des plateformes comme Spotify ou Deezer, l'équation s'est profondément déformée. Le modèle du « par écoute » dilue la rémunération. Une lecture complète d'un morceau rapporte aujourd'hui une fraction de centime à l'artiste. Résultat : pour gagner autant qu'un album vendu dans les années 80, il faudrait cumuler des dizaines de milliers de streams.

Ces changements ont transformé la musique en flux financier où la rémunération dépend du volume d'écoutes. Cette logique interroge, à l'heure où le vinyle revient à la mode, sans retrouver la puissance économique qu'il connaissait avant le « tout-streaming ».





Cette logique assumée s'oppose aux attentes des artistes mais semble fonctionner.

De nos jours, les artistes ne peuvent plus se contenter du streaming au vu du financement actuel. C'est ce qu'explique Tom Rocher en disant, « on ne peut plus sortir un album et attendre qu'il perce. Aujourd'hui, un artiste doit être community manager, communicant, et créatif. » Les piliers de la rémunération dans l'industrie musicale ne sont donc plus seulement le streaming mais aussi les concerts, les réseaux sociaux, le merchandising, l'apparition dans des films, comme l'a fait Metro Boomin dans « Spiderman New Apparition »... « C'est une course permanente et si tu t'arrêtes de nourrir l'algorithme tu n'existes plus », assure Ludmael en abordant l'obsolescence des artistes engendrée par le streaming. En quelques semaines, n'importe quel auteur-compositeur peut être remplacé par un autre à cause d'une nouvelle tendance. « C'est pour ça que tu dois nourrir ta fan base avec tes réseaux sociaux. »

Des principes plus justes

Le principe du user-centric repose sur le fait qu'un utilisateur rémunère les artistes qu'il a réellement écoutés. Ce principe, soutenu par la SACEM, a été testé par Deezer mais refusé par Spotify. L'objectif est de rémunérer de manière plus juste les artistes. Si un utilisateur a écouté 200 fois un artiste, il sera rémunéré au titre de 200 écoutes et pas seulement de sa position dans les classements. Un autre principe est celui des modèles hybrides.

SUR SPOTIFY

Spotify fait face à une montée en puissance des playlists d'ambiance remplies de morceaux « d'artistes » qui n'existent pas. Pas de réseaux sociaux, aucune scène, aucune trace hors de la plateforme et surtout apparus du jour au lendemain. Ces titres ne coûtent presque rien et sont diffusés sous des centaines de pseudonymes pour permettre d'augmenter leurs chances de monter dans les classements et donc d'augmenter leurs revenus.

L'objectif est de remplir les playlists « Chill » ou « Lofi » avec de la musique bon marché pour réduire les royalties versées aux labels*. En Suède, une enquête a montré qu'une vingtaine de personnes se cachent derrière plus de 500 noms « d'artistes » et cumulent plusieurs millions d'écoutes. Ce phénomène transforme l'écoute simple de musique en flux d'usage, où l'identité des artistes disparaît derrière des objectifs financiers.

*La part des revenus générés par l'exploitation d'une musique (vente, streaming, diffusion) qui revient au label en échange de son investissement dans la production, la promotion et la distribution de l'artiste.

Ce principe vise à envoyer des bonus aux artistes reconnus et des malus pour les contenus automatisés. Cela permet de décourager les fraudeurs tout en récompensant les efforts des artistes. L'objectif est d'accroître la transparence, qui devient quasi obligatoire. Cela permet aussi de renégocier les contrats et de mieux encadrer les intelligences artificielles...

Un des objectifs actuels des plateformes est de lutter contre le problème de la diversité. Elles soutiennent les musiques locales et misent sur les artistes émergents. En diversifiant les styles musicaux, elles pourraient éviter la standardisation des algorithmes et diversifier les styles artistiques dans les classements. L'industrie n'a jamais été aussi vivante. Chaque semaine, il y a plus de 30 nouveaux artistes sur Deezer et 15 albums de sortis. Pourtant, les artistes déjà installés n'ont jamais été autant en difficulté. Le streaming a sauvé l'industrie tout

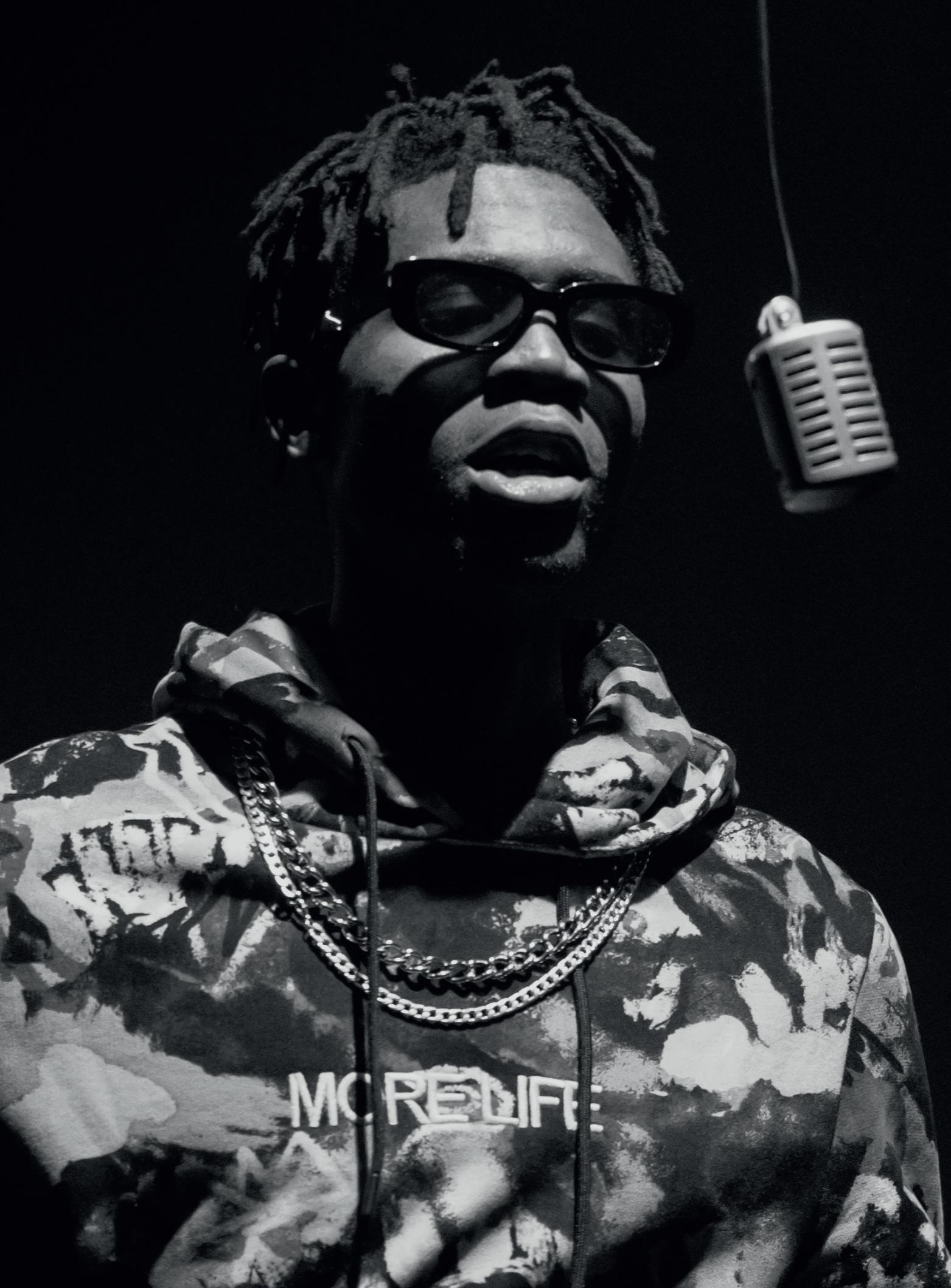
en amenant un modèle biaisé rapportant très peu. L'Europe arbitre, la SACEM se bat, les plateformes expérimentent, les artistes s'adaptent.

L'avenir de l'industrie musicale se joue sur plusieurs points, réguler les IA, rendre les revenus équitables, redonner pouvoir et renommée aux artistes... Beaucoup de questions restent tout de même en suspens, quelle va être la place de la création musicale ? Les IA vont-elles se démocratiser ? Yaura-t-il une évolution financière de l'industrie ? ■

© ETHAN CULL, PEXELS

Anyway, the show must go on...

© COTTONBRO, PEXELS



L'AGITÉ DU BOGAGE

L'homme semble un fantôme du siècle dernier au détour des années 30, dont la diction chuintante évoque celle de l'ex président Giscard d'Estaing, issu lui d'une noblesse douteuse par contraste avec celle du Vicomte Philippe Le Jolis de Villiers de Saintignon, descendant du marquis de Rougé qui fut général du roi Louis XV.

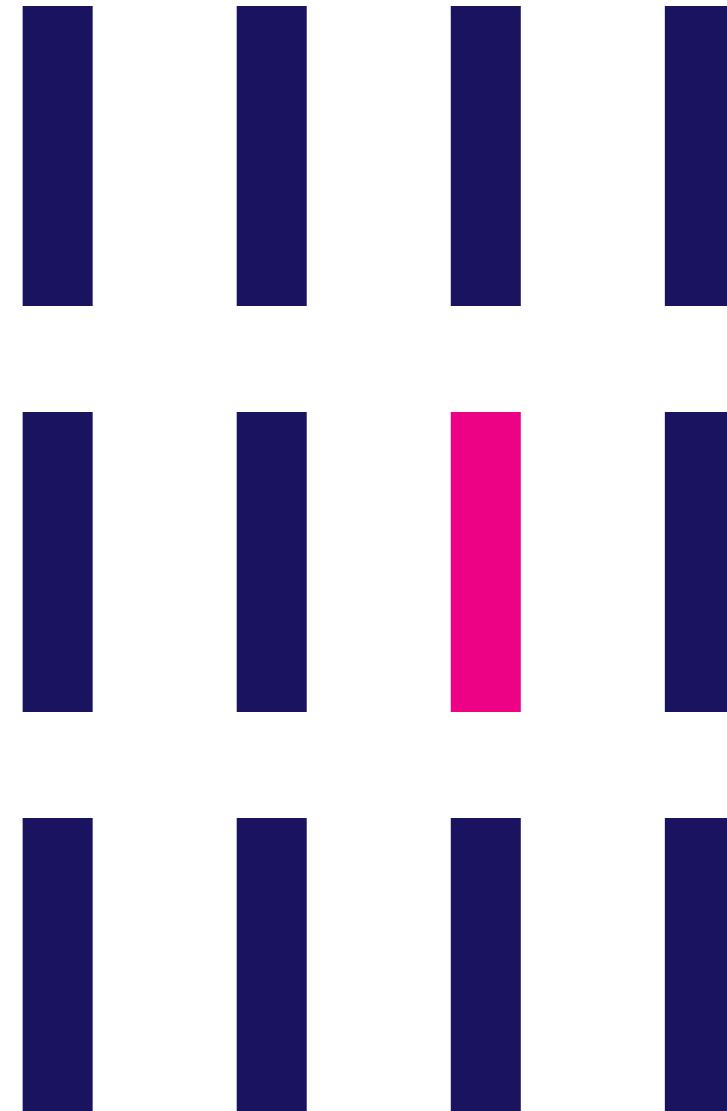
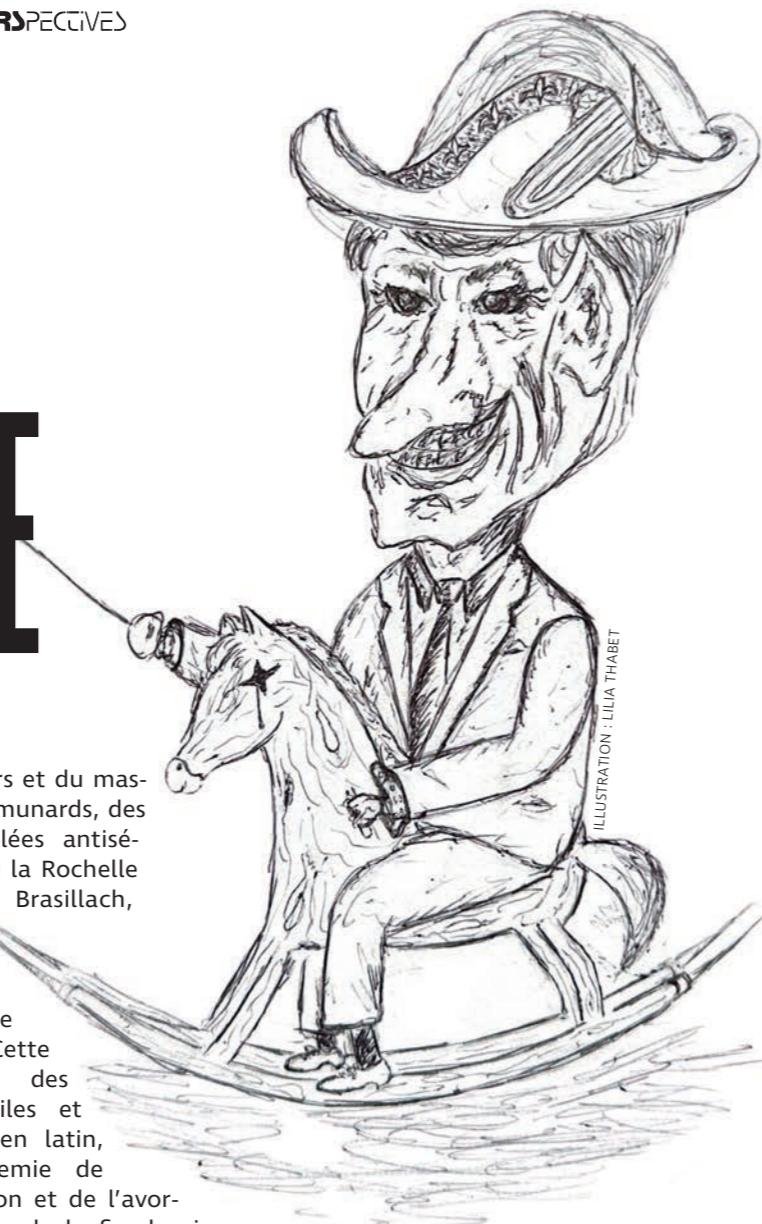
Diplômé de Sciences Po Paris, il sort de l'ENA en 1978, l'année où il invente le spectacle du Puy du Fou, un son et lumières qui exalte la contre-révolution vendéenne, vilipende le progressisme et à peu près tout ce qui représente l'évolution des mœurs, l'humanisme hérité des Lumières et le changement en général. Il sera ensuite secrétaire d'Etat, député, président du conseil général de Vendée, député européen, président du Mouvement pour la France, candidat aux élections présidentielles en 1995 et 2007, où il culminera à 2,23%.

Qu'il la trouve belle, la France d'avant. Celle des seigneurs et des cardinaux, du droit de cuissage, du servage et de l'esclavage, des femmes méprisées et battues, des paysans exploités et misérables, des maîtres des forges et des enfants poussant des wagonnets dans les mines de charbon, des patrons omnipotents, des grèves et des manifestations interdites, de la troupe chargeant le peuple, de

monsieur Thiers et du massacre des communards, des joyeuses envolées antisémites de Drieu la Rochelle ou de Robert Brasillach, fusillé à la libération pour intelligence avec le régime nazi. Cette France rance des curés pédophiles et de la messe en latin, vichyste, ennemie de la contraception et de l'avortement, adepte de la fin de vie dans les douleurs atroces de l'agonie, cette France fille ainée de l'Église, où seul Dieu donnait la vie et la mort. La France de ceux qui comme le disait Beaumarchais, s'étaient donné la peine de naître.

Ce paragon de la réaction a trouvé asile chez un roturier au moins aussi à l'extrême-droite que lui. Natif d'Erquy-Gabéric et non de Vendée, le milliardaire dévoreur de médias laisse avec bienveillance antenne ouverte à la logorrhée diarrhéique, misanthrope et complotiste du vieux vicomte : anti woke, raciste, suintant le mépris de classe et la conviction de la supériorité que confère le fait d'être blanc, riche, vieux, de droite, catholique et hétérosexuel. Papy Geignard y chouine à longueur de plateaux TV : trop d'arabes, de noirs, de gauchistes, de gays, de

ABDELKrim ECHATIMANT



**Faire de vos singularités
une réussite commune**

PARIS - LYON - TOULOUSE

iscpa!

JOURNALISME
COMMUNICATION
PRODUCTION

IGENSIA
GROUPE
EDUCATION

L'école des MÉDIAS

ISCPA Paris
01 80 97 65 80
iscpaparis@igensia.com

ISCPA Lyon
04 72 85 71 73
iscpalyon@igensia.com

ISCPA Toulouse
05 31 08 70 55
iscpatoulouse@igensia.com



ISCPA-ECOLES.COM

Établissements d'enseignement supérieur technique privés (Lyon-Toulouse) Etablissement d'enseignement supérieur privé (Paris) *
« Cycle mastère professionnel » : désigne un niveau de fin d'études à Bac+5 - 02/2024 Direction Communication Groupe - Crédits photos : AdobeStock